

Faculté de science politique et droit

Direction

Doyen, Jean-Pierre Beaud, 514 987-6173
Vice-doyen à la recherche, Daniel Mockle, 514 987-6173
Vice-doyen aux études, Maurice Couture, 514 987-6173

Direction des départements

Science politique, Marc Turgeon (administrateur délégué), 514 987-4141
Sciences juridiques, Stéphanie Bernstein, 514 987-4133

Direction des programmes d'études

Doctorats
Droit (LL.D.), Pierre Bosset, 514 987-3903
Science politique, (Ph.D.), Maya Jegen, responsable, 514 987-4542

Maîtrises
Droit (LL.M.), Pierre Bosset, 514 987-3903
Science politique (M.A.), Michèle Rioux, 514 987-4542

Baccalauréats
Communication, politique et société (B.A.), Hélène Piquet, 514 987-0429
Droit (LL.B.), Martine Lachance, 514 987-3623
Gestion publique (B.A.), Hélène Piquet, 514 987-0429
Relations internationales et droit international (B.A.), Hélène Piquet, 514 987-0429
Science politique (B.A.), Frédéric Gagnon, 514 987-3633
Baccalauréat ès arts par cumul de certificats, Louise Champagne, coordonnatrice, 514 987-3000, poste 2289

Majeure
Science politique, Frédéric Gagnon, 514 987-3633

Mineure
Science politique, Frédéric Gagnon, 514 987-3633

Certificats
Administration des services publics, Frédéric Gagnon, 514 987-3633
Droit social et du travail, Martine Lachance, 514 987-3623
Gestion des services municipaux, Frédéric Gagnon, 514 987-3633

Institut, unités de recherche et équipes facultaires

Institut

Institut d'études internationales de Montréal

Président : Bernard Derome
Directeur : Dorval Brunelle
Pavillon Hubert-Aquin, local A-1540
Téléphone : 514 987-3667
Site Internet : www.ieim.uqam.ca

L'institut d'études internationales de Montréal (IEIM) a une triple mission de recherche, d'enseignement et de formation ainsi que de diffusion du savoir dans le domaine des études internationales. L'IEIM réunit en son sein huit unités de recherche : le Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM); la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques; la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie; la Chaire de recherche du Canada en relations internationales; la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes (PEDC); la Chaire de recherche C.-A. Poissant sur la gouvernance et l'aide au développement; le Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC) et le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ). Son volet enseignement se fonde sur les programmes de baccalauréat et de maîtrise en études internationales de la Faculté de science politique et de droit. Quant à son volet diffusion du savoir, il est assuré grâce à l'organisation de tables rondes, séminaires, conférences et colloques destinés non seulement à la communauté universitaire, mais également aux citoyens et citoyennes afin de les aider à mieux comprendre le monde complexe dans lequel nous vivons.

Chaires

Chaire C.-A.-Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement

Titulaire : Bonnie Campbell
Pavillon Hubert-Aquin
Téléphone : 514 987-3000, poste 6222
Site Internet : www.poissant.uqam.ca

La chaire a comme objectif premier de réfléchir à la transparence des flux d'aide et d'investissement et sur l'adéquation des stratégies de développement que ces flux cherchent à promouvoir, apportant ainsi une contribution novatrice dans le domaine du développement international et de la coopération internationale. Ceci implique un renouvellement non seulement des problématiques et des méthodologies de recherche, mais aussi «des manières de faire» en ce qui concerne la place accordée aux utilisateurs de la recherche, aux décideurs, aux acteurs privés et publics, aux chercheurs des pays dits du Sud, en matière de définition des enjeux, de mise en œuvre et d'évaluation des résultats de la recherche. Ainsi, la nécessité de s'assurer que les stratégies de recherche débouchent sur des propositions concrètes d'intervention en termes de politiques publiques et de renouvellement des façons de faire des acteurs dans le domaine du développement international, qu'ils soient publics ou privés, multilatéraux ou bilatéraux, sera au cœur des domaines de recherche retenus.

Chaire de recherche du Canada «Droit chinois et mondialisation»

Titulaire : Hélène Piquet
Pavillon Thérèse-Casgrain, local W-3385
Téléphone : 514 987-3000, poste 2056

La chaire de recherche du Canada en droit chinois et mondialisation analysera dans un premier temps, la réception, depuis 1978, de règles et institutions empruntées au droit international, à la common law et au droit civil. Aussi la chaire sera tour à tour passeur entre les cultures et instance de veille. Elle aidera ainsi le Canada et les autres pays occidentaux à cibler leurs attentes par rapport à la Chine dans le domaine juridique et à orienter leurs interactions complexes avec ce pays.

Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes

Titulaire : Alain G. Gagnon
Pavillon Hubert-Aquin, local A-3620
Téléphone : 514 987-3000, poste 1609
Site Internet : www.creqc.uqam.ca

Cette chaire étudie la construction des communautés politiques dans un cadre régional, national et international. Elle examinera notamment la notion de la représentation sous trois angles, soit celui de la diversité culturelle et politique, celui des identités multiples et celui de la citoyenneté fédérale. Ces travaux aideront les sociétés multinationales et multiculturelles à résister à l'homogénéisation des cultures et des modèles de société, secondaire à la mondialisation, et proposeront des moyens d'éviter l'uniformisation et la disparition des petites communautés.

Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

Titulaire : Joseph-Yvon Thériault
Pavillon Hubert-Aquin, local A-1360
Téléphone : 514 987-3000, poste 3366
Site Internet : www.chaire-mcd.uqam.ca

L'objectif de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie (MCD) est de comprendre les défis que pose la mondialisation à la capacité de «faire société», c'est-à-dire, dans la modernité démocratique, l'autoproduction explicite de la société par la délibération, le conflit et la production d'institutions.

Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes

Titulaire : Stéphane Roussel
Pavillon Hubert-Aquin, local A-3465
Téléphone : 514 987-3000, poste 4564
Site Internet : www.pedc.uqam.ca

Cette chaire se concentre sur l'approfondissement des facteurs théoriques et historiques qui structurent les politiques de sécurité canadiennes, notamment dans les relations avec les États-Unis et, dans une moindre mesure, avec l'Europe. Depuis le 11 septembre 2001, la dynamique des relations canado-américaines en matière de sécurité et de défense est au centre des priorités gouvernementales. Cette recherche permettra, entre autres, au gouvernement canadien de mieux saisir les politiques américaines en matière de défense et de cerner avec plus de précision les intérêts stratégiques du Canada dans ce domaine.

Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC)

Titulaire : Micheline Labelle
Pavillon Hubert-Aquin, local A-5095
Téléphone : 514 987-3000, poste 3318
Site internet : www.criec.uqam.ca

La CRIEC s'intéresse aux problématiques de l'immigration, de la diversité culturelle, de la nation et de la citoyenneté, tant sur le plan théorique que dans l'expression de leur forme concrète au sein des sociétés occidentales. Ces phénomènes subissent des transformations profondes dans le cadre des processus associés à la mondialisation. La diversité culturelle et la segmentation sociale concomitante se combinent aux volontés d'affirmation identitaire et de justice sociale qui émaillent l'espace politique canadien, québécois et international, pour soulever inévitablement des questions qui mettent à mal l'économie générale homogénéisante de nos sociétés. Par ailleurs, les sociétés sont confrontées aux revendications nationales et transnationales qui récusent les termes de la citoyenneté ou qui cherchent à en modifier les paramètres. Ces revendications posent le problème des impératifs démocratiques de la reconnaissance politique de la différence identitaire dans des contextes pluriels et multinationaux. Ils s'inscrivent au cœur des questionnements qui interpellent la citoyenneté.

Chaire Nycole Turmel sur les espaces publics et les innovations politiques

Titulaire : Nancy Thède
Pavillon Hubert-Aquin, local A-3345
Téléphone : 514 987-3000, poste 1676
Site Internet : www.turmel.uqam.ca

La Chaire Nycole Turmel sur les espaces publics et les innovations politiques a pour mission de stimuler la recherche et la concertation de chercheurs intéressés par la transformation des espaces publics et l'émergence des innovations politiques dans les Amériques; et ceci, en vue de susciter des interventions, fondées sur une recherche rigoureuse, dans le débat public. La Chaire cherche également à s'adjoindre des chercheurs latino-américains et à développer des liens de travail avec des collègues de l'Europe et des États-Unis.

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

Titulaire intérimaire : David Charles-Philippe
Pavillon Hubert-Aquin, local A-4410
Téléphone : 514 987-6781
Site Internet : www.dandurand.uqam.ca

Créée en 1996, la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques s'est donné une mission de développement de la recherche, de formation, d'information et de consultation auprès des universités, des organismes d'États, des organisations internationales, du secteur privé et de la société. Organisation dynamique qui mise sur la synergie, l'innovation et la multidisciplinarité des recherches, la Chaire Raoul-Dandurand favorise une meilleure compréhension des questions sécuritaires, stratégiques et diplomatiques du monde contemporain.

Chaire UNESCO d'études des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique

Titulaire : Josiane Boulad-Ayoub
Pavillon Thérèse-Casgrain, local W-5011
Téléphone : 514 987-3000, poste 3252
Site Internet : www.unesco.chairephilosophie.uqam.ca

La Chaire UNESCO de philosophie est la huitième du réseau mondial des Chaires de philosophie de l'UNESCO. Créée officiellement en 1999, cette chaire est la première reconnue en Amérique du Nord par l'UNESCO dans le domaine de la philosophie. Assumant le rôle de pôle d'excellence sur un axe Nord-Sud, au sein de ce réseau, la Chaire travaille en commun avec la communauté philosophique de l'Afrique et de l'Amérique latine. Au Canada, la Chaire collabore avec plusieurs centres universitaires et avec des ONG aux intérêts disciplinaires et pratiques convergents. Ses travaux sont ancrés dans les champs de la philosophie politique et de la philosophie du droit sous un horizon interdisciplinaire.

Équipes facultaires

Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ)

Directeur : Alain G. Gagnon
Pavillon Hubert-Aquin, local A-3480
Téléphone : 514 987-4544
Site Internet : www.cridaq.uqam.ca/

Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES)

Directeur : Alex Macleod
Pavillon Hubert-Aquin, téléphone : 514 987-3000, poste 8929
Site Internet : www.cepes.uqam.ca

Fondé en 1991, dans le cadre du programme des études militaires et stratégiques du ministère de la Défense nationale, le CEPES est membre du réseau des douze centres d'expertise universitaires canadiens subventionnés par le Forum sur la sécurité et la défense (FSD) du ministère de la Défense nationale. Le CEPES s'est engagé à remplir quatre mandats : se consacrer à la recherche de l'impact de la fin de la Guerre froide sur les politiques étrangères et de sécurité des puissances majeures, en particulier, dans la région transatlantique; publier et faire publier sur les thèmes de la politique étrangère et de la sécurité; contribuer à la formation et au financement des étudiants des cycles supérieurs; et, promouvoir le débat public sur les questions de sécurité et de politique étrangère.

Centre d'étude sur le droit international et la mondialisation (CÉDIM)

Directeur : Rémi Bachand
Pavillon Hubert-Aquin, téléphone : 514 987-3000, poste 7933
Site Internet : www.cedim.uqam.ca

Le CÉDIM est un centre de recherche en droit international qui offre un espace de réflexion intra et interdisciplinaire portant sur les aspects juridiques de la mondialisation. Le centre est basé au Département de sciences juridiques de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM. Ses chercheurs œuvrent principalement dans le champ du droit international, de la sociologie et de la science politique.

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM)

Directrice : Michèle Rioux
Pavillon Hubert-Aquin, local : A-1560
Téléphone : 514 987-3000, poste 3910
Site Internet : www.ceim.uqam.ca

Le CEIM concentre ses activités de recherche sur les thèmes suivants : intégration économique et nouveau régionalisme économique; mondialisation et nouveaux réseaux de gouvernance; culture, mondialisation et sociétés; mondialisation et reconfigurations économiques.

Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS)

Directrice : Bonnie Campbell
Pavillon Hubert-Aquin, local : A-3335
Téléphone : 514 987-3000, poste 6222
Site Internet : www.cirdis.uqam.ca

Le CIRDIS est un centre de recherche interdisciplinaire à l'UQAM qui regroupe des chercheurs-res provenant de différentes facultés et départements dont sociologie, sciences juridiques, études urbaines et touristiques, géographie et science politique, en plus d'associer des collègues de plusieurs universités dont l'Université de Montréal, Concordia et Harvard.

Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES)

Directeur : Alex Macleod
Pavillon Hubert-Aquin, local : A-3575
Téléphone : 514 987-3000, poste 4663
Site Internet : www.cirdis.uqam.ca

Le CEPES étudie la politique étrangère et de sécurité des puissances majeures, en vue d'élucider la logique de leur conduite internationale et la manière dont elles affectent les conditions de la sécurité internationale.

Doctorat en droit (3033)

GRADE

Docteur en droit, LL. D.

CRÉDITS

Ce programme comporte 90 crédits.

OBJECTIFS

Le programme de doctorat en droit vise à former des chercheurs autonomes et des juristes hautement qualifiés aptes à contribuer à l'essor de la discipline par l'apport de recherches théoriques et pratiques, thématiques ou empiriques dans les différents champs du droit. Le programme est orienté vers le développement et l'approfondissement d'une approche interdisciplinaire, sociale et critique de l'analyse juridique.

La formation doctorale favorise l'approfondissement de la pensée juridique par la maîtrise des différents courants et théories ayant conduit à son élaboration. Ceci se traduit par un questionnement épistémologique de la discipline et une ouverture à la recherche interdisciplinaire dans le but d'apporter une contribution originale au savoir.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le candidat au programme doit être :

- titulaire d'une maîtrise ou l'équivalent en droit, obtenue avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent, pour l'ensemble de la scolarité et des travaux de recherche. Tout dossier de candidature avec une moyenne inférieure à 3,2 mais égale ou supérieure à 2,8 sur 4,3 sera étudié par le sous-comité d'admission et d'évaluation du programme et pourrait, dans certains cas, faire l'objet d'une recommandation d'admission;

ou

- titulaire d'une maîtrise ou l'équivalent dans une discipline connexe, obtenue avec une moyenne cumulative de 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent.

De manière exceptionnelle, un candidat n'ayant pas de grade de deuxième cycle mais détenant un grade de premier cycle peut soumettre sa candidature en raison de ses réalisations scientifiques ou professionnelles hors du commun et être admis après l'approbation du Vice-rectorat et du décanat, sur recommandation du sous-comité d'admission et d'évaluation du programme (SCAE). Le candidat au programme ayant été admis sur cette base pourra être tenu de suivre des cours d'appoint ou une propédeutique pouvant aller jusqu'à une année de scolarité préparatoire.

Dans tous les cas, le candidat au programme doit avoir complété 30 crédits de cours en droit, soit de premier cycle soit de deuxième cycle, pour être admissible.

Le SCAE du programme déterminera si les cours de méthodologie suivis antérieurement par le candidat répondent aux attentes du programme. Dans le cas contraire, le candidat se verra imposer de suivre le cours JUR7121 Méthodologie avancée de la recherche juridique ou un cours équivalent en cours d'appoint.

Tout candidat devra également présenter un sujet de thèse approuvé par un professeur habilité par le programme à titre de directeur de recherche.

Le candidat devra posséder une connaissance suffisante de la langue française qui peut être vérifiée par un test ou une entrevue. Le candidat devra également posséder une connaissance adéquate de la langue anglaise de même que de toute autre langue indispensable à la réussite de son projet de recherche.

Passage accéléré de la maîtrise au doctorat

Conformément à la réglementation en vigueur, un passage accéléré de la maîtrise au doctorat pourra être effectué avant que celle-ci ne soit terminée. Cette mesure sera cependant réservée aux candidats de mérite exceptionnel. Dans ce cas, l'admission devra être approuvée par les autorités universitaires appropriées, sur recommandation du directeur de recherche et du SCEA du programme. Pour se prévaloir d'un tel privilège, la scolarité de maîtrise devra avoir été complétée. Outre ces conditions, le candidat devra répondre à tous les autres critères d'admission du doctorat (choix du directeur, proposition de projet de recherche, sujet de thèse, connaissance des langues française et anglaise). La reconnaissance de la scolarité de maîtrise pour le doctorat se fera selon la réglementation en vigueur à l'UQAM et les conditions énoncées dans la structure de la formation.

Capacité d'accueil

Le programme reçoit les candidats en fonction des capacités d'encadrement des professeurs du département.

Méthodes et critères de sélection

Évaluation, par ordre d'importance :

- du dossier académique;
- du sujet de thèse approuvé par le professeur du département s'engageant à encadrer le candidat. L'esquisse du sujet de thèse, d'environ cinq pages, doit présenter les intérêts du candidat de même que le sujet général et la pertinence de la thèse projetée. Ce texte sera évalué en fonction de sa qualité, de sa pertinence par rapport à l'orientation du programme et de sa compatibilité avec les compétences professorales;
- trois lettres de recommandation.

Une entrevue pourra être exigée par le sous-comité d'admission et d'évaluation de même qu'une vérification de la connaissance de la langue anglaise.

Régime d'études et durée des études

Temps complet : 12 trimestres (4 ans)

Temps partiel : 18 trimestres (6 ans)

LISTE DES ACTIVITÉS

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables).

Activités obligatoires (8 crédits)

JUR9001 Perspective interdisciplinaire des enjeux contemporains de la recherche juridique (4 cr.)

JUR7301 Méthodologie de la recherche interdisciplinaire (4 cr.)

L'étudiant qui a déjà complété le cours JUR7301

Méthodologie de la recherche interdisciplinaire choisit un cours parmi les suivants :

JUR966X Études thématiques (4 cr.)

JUR9751 Séminaire de lectures dirigées (4 cr.)

Le cours peut aussi être choisi à l'intérieur du répertoire des cours du programme de maîtrise en droit ou des répertoires propres à d'autres programmes dans la mesure où la pertinence de l'activité dans le cheminement de l'étudiant est reconnue par le sous-comité d'admission et d'évaluation.

Examen doctoral (8 crédits) :

Après avoir complété la scolarité obligatoire, l'étudiant s'inscrit à l'une ou l'autre forme d'examen doctoral (8 crédits) :

JUR9101 Examen doctoral I - examen écrit et oral (8 cr.) (JUR9001)

JUR9102 Examen doctoral II - activité de publication (8 cr.) (JUR9001)

Proposition de thèse (12 crédits)

JUR9901 Proposition de thèse (12 cr.)

La proposition de thèse est défendue devant un jury d'au moins trois personnes.

Thèse et soutenance de thèse (62 cr.)

La thèse constitue un travail de recherche original apportant une contribution au développement de la discipline. Elle est soutenue devant un jury d'au moins quatre personnes, dont au moins une de l'extérieur de l'Université.

Axes de recherche

- Mondialisation et droit international
- Droit, politiques sociales et émergence des normes
- Gouvernance et état de droit

Remarque : Le candidat voudra bien prendre note que les activités au choix dans ce programme et énumérées ci-dessus ne peuvent être offertes à chacun des trimestres (automne, hiver ou été). Par conséquent, elles sont réparties sur plusieurs trimestres et sont donc offertes en alternance d'un trimestre, voire d'une année à l'autre.

FRAIS

Pour les fins d'inscription et de paiement des frais de scolarité, ce programme est rangé dans la classe B.

Doctorat en science politique (3555)

GRADE

Philosophiæ doctor, Ph.D.

CRÉDITS

Ce programme de recherche comporte 90 crédits.

OBJECTIFS

Le programme de doctorat en science politique vise à former des chercheurs et des analystes qui apporteront une contribution significative à l'étude des problèmes politiques et au développement de la discipline. Les activités du programme sont orientées vers les différents modes de compréhension et de conceptualisation des transformations politiques que connaît le monde contemporain, notamment la restructuration de l'espace politique (remises en cause des souverainetés, porosité des frontières, transformations du pouvoir et de la puissance), la redéfinition des identités et des modes d'appartenance, la reconfiguration des interventions étatiques et des politiques publiques ainsi que la réévaluation du

politique telle que menée dans le champ de la théorie. La formation sera centrée sur l'approfondissement des connaissances théoriques et des capacités d'analyse, le développement d'une perspective critique et l'intégration au travail de recherche mené par les professeurs, les équipes et les groupes de recherche du département.

Le programme comprend également une concentration en études féministes.

Cette concentration permet :

- de former des chercheurs capables, à partir de leur discipline de formation, de produire des travaux novateurs et de contribuer au renouvellement de la pensée féministe;
- d'assurer le développement et l'approfondissement d'une réflexion théorique et d'une méthode d'analyse féministes dans le cadre de recherches doctorales.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le candidat doit être titulaire d'une maîtrise ou l'équivalent en science politique, obtenue avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent.

Tout dossier de candidature avec une moyenne inférieure à 3,2 mais supérieure à 2,8 sur 4,3 sera étudié par le sous-comité d'admission et d'évaluation du programme et pourrait, dans certains cas, faire l'objet d'une recommandation d'admission;

ou

être titulaire d'une maîtrise ou l'équivalent dans une discipline connexe, obtenue avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent; dans ce dernier cas, le candidat pourra être tenu de suivre des cours d'appoint ou une propédeutique, pouvant aller jusqu'à une année de scolarité préparatoire.

Tout candidat doit présenter l'esquisse du projet de thèse approuvée par le directeur de thèse. Par cette signature, le professeur s'engage à encadrer le candidat dans l'éventualité de son admission.

Le candidat intéressé par la concentration en études féministes doit signaler son intention dans l'esquisse de son projet de recherche.

Le candidat devra avoir une très bonne connaissance de la langue française écrite et parlée, de même qu'une connaissance adéquate de la langue anglaise. Selon le sujet de recherche, la connaissance (ou l'apprentissage) d'une troisième langue pourra s'avérer nécessaire voire indispensable pour la réussite du programme de recherche entrepris par le candidat au doctorat.

Capacité d'accueil

Le programme reçoit les candidats en fonction des capacités d'encadrement des professeurs du département.

Méthodes et critères de sélection

Évaluation, par ordre d'importance :

- du dossier académique;
 - de l'esquisse de projet de thèse approuvée par un professeur du département s'engageant à encadrer le candidat (cette esquisse consistera en un texte d'environ cinq pages présentant les intérêts de recherche du candidat et le sujet général de la thèse ainsi que sa pertinence; ce texte sera évalué en fonction de sa qualité, de sa pertinence par rapport à l'orientation du programme et de sa compatibilité avec les compétences professorales);
 - trois lettres de recommandation.
- Une entrevue pourra être exigée.

Régime d'études et durée des études

Temps complet : quatre ans

Temps partiel : six ans

LISTE DES ACTIVITÉS

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits.)

Le séminaire annuel suivant (6 crédits) :

POL9000 Le monde politique contemporain (6 cr.)

Au moins un séminaire parmi les suivants (3 crédits minimum) :

POL9160 Forces politiques contemporaines
 POL9260 Analyse des politiques gouvernementales
 POL9360 Économie politique du développement dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine
 POL9460 Politique internationale
 POL9580 La théorie politique aujourd'hui
 POL9660 Études thématiques I
 POL9665 Études thématiques II

Un autre séminaire peut être choisi parmi les précédents ou parmi les suivants (3 crédits) :

POL9556 Séminaire interdisciplinaire en théorie psychanalytique
 POL9750 Séminaire de lectures dirigées
 POL9760 Stage de recherche appliquée

Cet autre séminaire peut aussi être choisi à l'intérieur du répertoire des séminaires du programme de maîtrise en science politique ou des répertoires propres à d'autres programmes dans la mesure où la pertinence du séminaire dans le cheminement de l'étudiant est reconnue par le sous-comité d'admission et d'évaluation. Le programme encourage aussi les étudiants à suivre un séminaire à l'extérieur de l'institution et développe, dans ce but des protocoles d'entente avec d'autres universités. Le département de science politique participe déjà au programme de doctorat conjoint en administration.

Remarque : Le candidat vaudra bien prendre note que les activités au choix dans ce programme et énumérées ci-dessus ne peuvent être offertes à chacun des trimestres (automne, hiver ou été). Par conséquent, elles sont réparties sur plusieurs trimestres et sont donc offertes en alternance d'un trimestre, voire d'une année à l'autre.

Au terme de sa scolarité, l'étudiant s'inscrit à l'une ou l'autre forme d'examen de synthèse (9 crédits) :

POL9850 Examen doctoral - activité de publication (9 cr.)

ou

POL9860 Examen doctoral en classe (9 cr.)

Proposition de thèse (9 crédits) :

POL9900 Proposition de thèse (9 cr.)

La proposition de thèse est défendue devant un jury d'au moins trois personnes.

Thèse et soutenance de thèse (60 crédits)

La thèse constitue un travail de recherche original apportant une contribution au développement de la discipline. Elle est soutenue devant un jury d'au moins quatre personnes, dont au moins une de l'extérieur de l'Université.

DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE AVEC CONCENTRATION DE TROISIÈME CYCLE EN ÉTUDES FÉMINISTES

Le doctorat en science politique s'associe à l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) de l'UQAM pour offrir à ses étudiants une concentration en études féministes à l'issue de laquelle une attestation de troisième cycle en études féministes est délivrée à l'étudiant en sus de son diplôme de doctorat.

Objectifs

La concentration de troisième cycle en études féministes vise quatre objectifs principaux :

- offrir une spécialisation en études féministes à l'intérieur du programme de doctorat en science politique;
- favoriser une approche multidisciplinaire capable d'intégrer, dans différentes disciplines, les enjeux théoriques et praxéologiques des études féministes;
- stimuler les échanges et les débats autour des meilleures connaissances et méthodes en études féministes;
- soutenir le développement d'une communauté dynamique de chercheurs en études féministes.

Conditions d'admission complémentaires

Les personnes souhaitant s'inscrire à la concentration doivent être admises au programme de doctorat en science politique. L'attestation de la concentration de deuxième cycle en études féministes ou une formation jugée suffisante constitueront les conditions requises pour l'inscription à la concentration.

Le Sous-comité d'admission et d'évaluation (SCAE) du doctorat en science politique et le Comité de gestion de la concentration à l'IREF étudient en collaboration la présentation des domaines d'intérêt des étudiants. Dans certains cas, des cours d'appoint pourront être exigés.

Cours à suivre

FEM9000 Séminaire multidisciplinaire en études féministes : savoirs, perspectives, approches

Le séminaire FEM9000 remplace un des séminaires à l'intérieur du programme de doctorat en science politique.

Thèse et Attestation

Pour recevoir l'attestation d'études de troisième cycle en études féministes, il est nécessaire de satisfaire aux conditions suivantes :

- réussir le séminaire FEM9000 Séminaire multidisciplinaire en études féministes : savoirs, perspectives, approches;
- rédiger une thèse en lien avec les études féministes (sujet, méthode, cadre d'analyse);
- compléter avec succès, sous la direction ou la codirection d'un membre professoral compétent en études féministes, une thèse dont le sujet sera jugé recevable par le SCAE du doctorat en science politique sur avis positif du Comité de gestion de la concentration de l'IREF.

RÈGLEMENTS PÉDAGOGIQUES PARTICULIERS

Remarque : L'étudiant inscrit à la concentration de troisième cycle en études féministes demeure rattaché au programme de doctorat en science politique, tous les règlements en vigueur dans celui-ci s'appliquent.

CHAMPS DE RECHERCHE

Partis politiques, études électorales
Économie politique et développement
Pensée et théorie politiques
Gestion de l'environnement
Mouvements sociaux
Politique du Canada et du Québec
Gouvernement et administration publique
Relations internationales
Politiques étrangères et sécurité
Études féministes*

* Cette spécialisation pourra faire l'objet d'un jumelage avec d'autres champs de recherche en science politique.

FRAIS

Pour les fins d'inscription et de paiement des frais de scolarité, ce programme est rangé dans la classe B.

Maîtrise en droit (3019-3020-3021-3219-3220-3221-3619-3820)

Ce programme comporte deux profils :

Un profil avec mémoire avec les concentrations suivantes :

- droit social (3219)
- droit du travail (3220)
- droit privé (3221)
- droit international (3820).

Un profil sans mémoire (ou approfondissement des connaissances) avec les concentrations suivantes :

- droit social (3019)
- droit du travail (3020)
- droit privé (3021)
- droit international et politique internationale (3619).

GRADE

Maître en droit LL.M.

CRÉDITS

Ce programme d'études comporte 45 crédits.

OBJECTIFS

Le programme de maîtrise a comme objectif central l'approfondissement des connaissances dans les champs du droit social, du droit du travail, du droit privé ou dans celui du droit international, dans une perspective d'ouverture sur les dimensions de temps (histoire du droit) et d'espace (droit comparé) et sur l'apport des autres disciplines des sciences humaines à son développement. Le programme vise à former des juristes aptes à travailler dans des équipes multidisciplinaires, habiles à féconder leur pratique de l'apport théorique et empirique des disciplines des sciences humaines et capables de contribuer au développement de la documentation juridique en droit interne et international. Le programme est aussi ouvert à des non-juristes. L'analyse privilégiée du concours de l'action des groupes sociaux à l'évolution du droit social, du droit du travail et du droit privé constitue un autre objectif socioéconomique du programme.

Le développement de l'approche scientifique de ces champs de droit s'effectuera par l'étude de leur évolution historique, leur mise en contexte interne et international, et par l'apprentissage des méthodes des sciences sociales et leur application au droit. La perspective critique sera étayée par l'étude des relations entre les normes juridiques de ces champs et les conceptions philosophiques et politiques qui les supportent.

Les objectifs pédagogiques sont d'offrir un régime d'étude permettant une conciliation de la démarche personnelle de l'étudiant (formation et orientation professionnelles) avec les objectifs et le contenu du programme, l'acquisition d'outils essentiels à une démarche scientifique et critique et leur application aux habiletés professionnelles du juriste et enfin une sensibilisation à la diffusion nécessaire des connaissances scientifiques et à leur vulgarisation.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le candidat doit être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent en droit obtenu avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent. Tout dossier de candidature avec une moyenne inférieure à 3,2 mais supérieure à 2,8 sur 4,3 sera étudié par le sous-comité d'admission et d'évaluation du programme et pourrait, dans certains cas, faire l'objet d'une recommandation d'admission; ou être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent dans une autre discipline, obtenu avec une moyenne cumulative de 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent et soit posséder une expérience pratique de cinq années au moins dans le domaine du droit social, du droit du travail, du droit privé ou du droit international soit détenir une connaissance acquise via des études pertinentes dans le secteur du travail ou des programmes sociaux, soit une connaissance importante d'un système juridique étranger; ou posséder les connaissances requises, une formation appropriée et une expérience jugée pertinente.

De plus, tous les candidats doivent :

- présenter un dossier comprenant un curriculum vitae complet et un exposé de deux ou trois pages faisant état des objectifs de formation et des objectifs professionnels du candidat;
- posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit, vérifiée au moyen d'un test. Le candidat dont les connaissances seront jugées insuffisantes se verra imposer un ou des cours d'appoint (maximum 6 crédits).

Capacité d'accueil

Le programme est contingenté à 30 étudiants pour chaque concentration.

Méthodes et critères de sélection

1. Dans un premier temps, le sous-comité d'admission et d'évaluation vérifiera si la candidature satisfait aux conditions d'admission quantifiables.
2. Pour les candidats sans expérience significative et pertinente au domaine du droit social, du droit du travail ou du droit privé ou au domaine du droit international, la sélection sera faite en tenant compte du curriculum vitae, selon la pondération suivante :
 - évaluation du dossier académique ou de formation : 50 %;
 - évaluation de l'exposé écrit : 50 %
3. Pour les candidats avec une expérience significative et pertinente au domaine du droit social, du droit du travail ou du droit privé ou au domaine du droit international, la sélection sera faite en tenant compte du curriculum vitae selon la pondération suivante :
 - évaluation du dossier académique ou de formation et de l'expérience pertinente : 50 %;
 - évaluation de l'exposé écrit : 50 %
4. Le nombre de candidats acceptés sera partagé également, dans toute la mesure du possible, entre chacune des catégories prévues ci-haut.
5. Le sous-comité d'admission et d'évaluation procédera à l'entrevue d'un candidat à des fins d'explication ou de complément d'information.

Régime d'études et durée des études

Temps complet : deux ans
Temps partiel : quatre ans

LISTE DES ACTIVITÉS

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits;
les cours entre parenthèses sont préalables.)

Activités de scolarité (tronc commun partagé par toutes les concentrations, sauf la concentration en droit international et politique internationale, sans mémoire)

Activités obligatoires (8 crédits pour le profil avec mémoire); (12 crédits pour le profil sans mémoire) :

JUR7110	Les fondements des législations sociales et du travail (4 cr.)
JUR7121	Méthodologie avancée de la recherche juridique (4 cr.)
JUR7301	Méthodologie de la recherche interdisciplinaire (4 cr.)
JUR7610	Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7810	Fondements du droit privé (4 cr.)

Activités par concentration (12 crédits pour le profil avec mémoire); (19 ou 20 crédits pour le profil sans mémoire)

Concentration en droit privé

(code 3021 : sans mémoire; code 3221 : avec mémoire)

JUR7820	Enjeux juridiques et bioéthiques du début et de la fin de la vie (4 cr.)
JUR7830	La famille et l'union de personnes : fondements, structures et mécanismes de régulation (4 cr.)
JUR7840	Nouveaux visages de la justice et de l'équité contractuelles (4 cr.)
JUR7850	Équité et éthique en droit de l'entreprise (4 cr.)
JUR7861	Accès à la justice et gestion des conflits (4 cr.)
JUR7871	Responsabilités collectives et individuelles (4 cr.)

JUR7881	Enjeux nationaux et internationaux du droit de la consommation (4 cr.)
JUR7890	Droit international privé (4 cr.)
JUR789X	Droit privé, modèles juridiques et transferts de droit (4 cr.)
JUR790X	Actualités en droit privé (4 cr.)

Concentration en droit social**(code 3019 : sans mémoire; code 3219 : avec mémoire)**

JUR7133	Le droit de la sécurité sociale : enjeux actuels (4 cr.)
JUR7141	Les programmes statutaires en matière d'indemnisation des lésions (4 cr.)
JUR7151	Droits sociaux et conditions de vie (4 cr.)
JUR720X	Actualités en droit social et du travail (4 cr.)
JUR7350	Fondements du droit de l'enfance (4 cr.)
JUR7360	Femmes et droit : enjeux contemporains (4 cr.)
JUR7370	Le droit à la santé : un droit fondamental (4 cr.)
JUR7195	Droit social et du travail : interaction avec la science et la médecine (4 cr.)

Concentration en droit du travail**(code 3020 : sans mémoire; code 3220 : avec mémoire)**

JUR7131	Les aspects juridiques des mécanismes de remplacement du revenu d'emploi (4 cr.)
JUR7161	Le droit du travail et la condition de salarié (4 cr.)
JUR7171	Les modèles juridiques de rapports collectifs de travail (4 cr.)
JUR7181	Modèles comparés en droit du travail et organismes internationaux du travail (4 cr.)
JUR7185	Les litiges du travail et leurs modes de traitement (4 cr.)
JUR7190	Droit social et du travail : impacts et enjeux sociojuridiques de l'informatisation (4 cr.)
JUR720X	Actualités en droit social et du travail (4 cr.)

Concentration en droit international**(avec mémoire : code 3820)**

JUR7605	Proposition d'un projet d'activité de synthèse (1 cr.)
JUR7610	Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7620	Droit international des droits de la personne et des droits économiques et sociaux (4 cr.)
JUR7630	Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7641	Droit international économique (4 cr.)
JUR7642	Droit du développement international (4 cr.)
JUR7651	Droit pénal international (4 cr.)
JUR7655	Droit international humanitaire (4 cr.)
JUR7660	Modèles universels et régionaux d'organisation internationale (4 cr.)
JUR7670	Droit international, développement technologique et environnement (4 cr.)
JUR768X	Actualités du droit international (4 cr.)
JUR7690	Droit international du commerce et effets juridiques de la mondialisation (4 cr.)
JUR7699	Séminaire de droit appliqué en droit international des droits de la personne (4 cr.)

Concentration en droit international et politique internationale**(sans mémoire : code 3619)****Quatre activités parmi les suivantes (16 crédits, dont 8 en droit et 8 en science politique) :**

JUR7610	Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7620	Droit international des droits de la personne et des droits économiques et sociaux (4 cr.)
JUR7630	Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7635	Principes de droit international public (4 cr.)
JUR7641	Droit international économique (4 cr.)
POL8300	Principes de politique internationale (4 cr.)
POL8310	Économie politique internationale (4 cr.)
POL8501	Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)

Quatre activités de 4 crédits choisies parmi les suivantes, dont au moins deux siglées JUR ou trois activités de 4 crédits dont au moins deux siglées JUR et une activité de 3 crédits :

JUR7105	Formation avancée en recherche juridique et multidisciplinaire informatisée (1 cr.)
JUR7121	Méthodologie avancée de la recherche juridique (4 cr.)
JUR7181	Modèles comparés en droit du travail et organismes internationaux du travail (4 cr.)
JUR7301	Méthodologie de la recherche interdisciplinaire (4 cr.)
JUR7605	Proposition d'un projet d'activité de synthèse (1 cr.)
JUR7610	Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7630	Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7642	Droit du développement international (4 cr.)
JUR7651	Droit pénal international (4 cr.)
JUR7655	Droit international humanitaire (4 cr.)

JUR7660	Modèles universels et régionaux d'organisation internationale (4 cr.)
JUR7670	Droit international, développement technologique et environnement (4 cr.)
JUR768X	Actualités du droit international (4 cr.)
JUR7690	Droit international du commerce et effets juridiques de la mondialisation (4 cr.)
JUR7699	Séminaire de droit appliqué en droit international des droits de la personne (4 cr.)
JUR7700	Activité de stage (4 cr.)
POL8290	Les régions du monde (4 cr.)
POL8311	Institutions économiques internationales (4 cr.)
POL8320	Écopolitique internationale (4 cr.)
POL8330	Politique de sécurité globale (4 cr.)
POL8331	Théories et enjeux stratégiques (4 cr.)
POL8401	Politique extérieure des États du monde post-soviétique (4 cr.)
POL8411	Politique extérieure des États-Unis (4 cr.)
POL8421	Relations extérieures du Canada et du Québec (4 cr.)
POL8501	Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)
POL8510	Économie politique du développement (4 cr.)
POL8520	Les institutions mondiales et régionales de développement et de coopération (4 cr.)
COM7525	Communication internationale et développement
ENV7230	Géopolitique mondiale et environnement
MGP7017	Gestion de projets internationaux (ECO8051 ou MGP7140 ou MGP7150 ou MKG8408)
SOC8460	Sociologie de la mondialisation

Activités optionnelles offertes à tous les étudiants

JUR7105	Formation avancée en recherche juridique et multidisciplinaire informatisée (1 cr.)
JUR7106	Activité d'encadrement d'une recherche interdisciplinaire (1 cr.)
JUR7125	Activité de lectures dirigées (4 cr.)
JUR7700	Activité de stage (4 cr.)

Activités de recherche (par profil)**Profil avec mémoire (25 crédits)**

JUR7500	Mémoire (23 cr.)
JUR7501	Présentation du projet de mémoire (2 cr.)

Profil sans mémoire (8 crédits de séminaires obligatoires en plus de l'activité de synthèse de 5 ou 6 crédits)

JUR7215	Séminaire d'approfondissement des connaissances Partie I (4 cr.)
JUR7225	Séminaire d'approfondissement des connaissances Partie II (4 cr.)
JUR7615	Séminaire interdisciplinaire I (4 cr.)
JUR7625	Séminaire interdisciplinaire II (4 cr.)
JUR7401	Activité de synthèse et de présentation (5 cr.)
JUR7402	Activité de synthèse multidisciplinaire (6 cr.)
JUR7605	Proposition d'un projet d'activité de synthèse (1 cr.)

Remarque : Le candidat voudra bien prendre note que les activités au choix dans ce programme et énumérées ci-dessus ne peuvent être offertes à chacun des trimestres (automne, hiver ou été). Par conséquent, elles sont réparties sur plusieurs trimestres et sont donc offertes en alternance d'un trimestre, voire d'une année à l'autre.

FRAIS

Pour les fins d'inscription et de paiement des frais de scolarité, ce programme est rangé dans la classe B pour le profil avec mémoire et dans la classe A pour le profil sans mémoire.

Maîtrise en science politique (3397-3797)

Ce programme comporte un profil recherche (3797) avec trois concentrations :
 - analyse et théorie politiques;
 - relations internationales, politique étrangère, coopération et développement;
 - administration et politiques publiques
 et un profil approfondissement des connaissances (sans mémoire) (3397) avec une concentration en
 - politique internationale/droit international.

Le nom des concentrations concernés figurera sur le diplôme des étudiants.

GRADE

Maître ès arts, M.A.

CRÉDITS

Ce programme de recherche comporte 45 crédits.

OBJECTIFS

Le programme de maîtrise a pour objectifs l'approfondissement des connaissances ainsi que la formation à la recherche et à l'analyse en science politique. Pour cette raison, il requiert de tous les étudiants qu'ils approfondissent une concentration de la discipline (1- analyse et théorie politiques; 2- relations internationales, politique étrangère, coopération et développement; 3- administration et politiques publiques; 4- politique internationale/droit international).

Les trois premières concentrations comprennent cinq activités de scolarité ainsi que la rédaction d'un mémoire : cette démarche leur permettra d'acquérir une maîtrise des concepts et théories caractéristiques de la discipline, ainsi que des méthodes et techniques de recherche. La quatrième concentration (politique internationale/droit international) comprend onze activités de scolarité, dont trois sont consacrées à la recherche et à la synthèse des connaissances.

Réalisée en même temps que les activités de la maîtrise, la concentration de deuxième cycle en études féministes favorise le développement d'une réflexion théorique et l'utilisation d'approches féministes dans le projet de recherche de l'étudiante ou de l'étudiant. Le programme prépare ainsi soit à des études de troisième cycle, soit à des fonctions professionnelles exigeant une capacité d'analyse politique, par exemple dans les médias, les organismes du secteur public, les services centraux d'entreprises privées, les organismes internationaux ou de coopération.

CONDITIONS D'ADMISSION

Être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent en science politique, obtenu avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent;

ou

être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent dans une autre discipline, obtenu avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent;

ou

posséder une expérience jugée pertinente.

Dans les deux derniers cas, le candidat pourra être tenu de suivre une formation propédeutique ou des cours d'appoint.

Le candidat devra, en outre, joindre à sa demande d'admission une lettre d'une ou deux pages dans laquelle il fera part de ses objectifs de formation et de ses objectifs professionnels et indiquera la concentration dans laquelle il souhaite être admis.

Le candidat devra avoir une très bonne maîtrise de la langue française, ainsi qu'une connaissance adéquate de l'anglais. Dans le cas où cette connaissance serait jugée insuffisante, le candidat pourra être tenu de suivre des cours d'appoint.

Conditions complémentaires (concentration en études féministes)

L'attestation de la concentration de premier cycle en études féministes ou une formation jugée équivalente permettra l'inscription à la concentration. Dans certains cas, des cours d'appoint pourront être exigés pour être admissible.

Capacité d'accueil

Les concentrations menant à la rédaction d'un mémoire ne sont pas contingentées.

La concentration politique internationale/droit international est contingentée à trente étudiants.

Méthodes et critères de sélection

Évaluation du dossier académique, de la lettre de motivation du candidat et des lettres de recommandation (au moins deux recommandations doivent être favorables à la candidature). Une entrevue pourra également être exigée.

Régime d'études et durée des études

Temps complet : deux ans

Temps partiel : quatre ans

LISTE DES ACTIVITÉS

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

1) Concentration analyse et théorie politiques

L'étudiant s'inscrit dès le premier trimestre à l'un des séminaires suivants :

POL8005	La méthode en science politique (4 cr.)
POL8006	Méthodologie et techniques de recherche en science politique (4 cr.)
POL8101	Théories du politique (4 cr.)

Il doit également suivre au moins deux séminaires de concentration parmi les suivants :

POL8101	Théories du politique (4 cr.)
POL8111	Féminisme et science politique (4 cr.)
POL8121	Discours et représentation du politique (4 cr.)
POL8134	Mutations démocratiques et transformations de l'État (4 cr.)
POL8141	La pensée politique au Québec (4 cr.)
POL8150	Idées politiques (4 cr.)
POL8160	Forces politiques contemporaines (4 cr.)
POL8170	Séminaire interdisciplinaire en théorie psychanalytique (4 cr.)
POL8190	Séminaire de maîtrise - Politique et science
POL8201	Élections et comportements politiques (4 cr.)
POL8211	Questions politiques québécoises et canadiennes (4 cr.)
POL8221	Politique intérieure des États de la Communauté des États indépendants (4 cr.)
POL8225	Politique intérieure des États d'Europe centrale et orientale (4 cr.)
POL8245	Politique intérieure des États-Unis (4 cr.)
POL8261	Amérique Latine (4 cr.)
POL8271	Maghreb-Machrek (4 cr.)
POL8280	Afrique (4 cr.)
POL8291	Les nationalismes contemporains (4 cr.)
POL8450	Politique intérieure de la Chine et de Taïwan (4 cr.)

Il peut suivre, au plus, deux séminaires choisis parmi les suivants, dans une autre concentration, ou encore dans un autre département, après autorisation de la direction du programme :

POL8800	Séminaire de lectures dirigées (4 cr.)
POL8811	Stage de travail et de formation (4 cr.)
POL8820	Atelier I (4 cr.)
POL8830	Atelier II (4 cr.)
POL890X	Séminaire thématique (4 cr.)

Il doit enfin compléter les activités de recherche suivantes :

POL8900	Projet de mémoire (4 cr.)
---------	---------------------------

Si nécessaire, l'étudiant doit faire l'activité :

POL8851	Intégration aux activités de recherche des acquis multidisciplinaires (2 cr.)
---------	-------------------------------------------------------------------------------

Mémoire (21 cr.)

2) Concentration relations internationales, politique étrangère, coopération et développement

L'étudiant s'inscrit dès le premier trimestre à l'un des séminaires suivants :

POL8005	La méthode en science politique (4 cr.)
POL8006	Méthodologie et techniques de recherche en science politique (4 cr.)
POL8302	Théories des relations internationales (4 cr.)

Il doit également suivre au moins deux séminaires de concentration parmi les suivants :

POL8300	Principes de politique internationale (4 cr.)
POL8302	Théories des relations internationales (4 cr.)
POL8310	Économie politique internationale (4 cr.)
POL8311	Institutions économiques internationales (4 cr.)
POL8320	Écopolitique internationale (4 cr.)
POL8330	Politique de sécurité globale (4 cr.)
POL8331	Théories et enjeux stratégiques (4 cr.)
POL8401	Politique extérieure des États du monde post-soviétique (4 cr.)
POL8411	Politique extérieure des États-Unis (4 cr.)
POL8421	Relations extérieures du Canada et du Québec (4 cr.)
POL8430	Politique extérieure des États de l'Asie de l'Est (4 cr.)
POL8440	Politique extérieure de l'Europe occidentale (4 cr.)
POL8261	Amérique Latine (4 cr.)
POL8271	Maghreb-Machrek (4 cr.)
POL8280	Afrique (4 cr.)
POL8290	Les régions du monde (4 cr.)
POL8501	Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)
POL8510	Économie politique du développement (4 cr.)
POL8520	Les institutions mondiales et régionales de développement et de coopération (4 cr.)
POL8530	Dynamiques locales et développement (4 cr.)

Il peut suivre, au plus, deux séminaires parmi les suivants, dans une autre concentration, ou encore dans un autre département, après autorisation de la direction du programme :

POL8800	Séminaire de lectures dirigées (4 cr.)
POL8811	Stage de travail et de formation (4 cr.)
POL8820	Atelier I (4 cr.)
POL8830	Atelier II (4 cr.)
POL890X	Séminaire thématique (4 cr.)

Il doit enfin compléter les activités de recherche suivantes :

POL8900 Projet de mémoire (4 cr.)
Si nécessaire, l'étudiant doit faire l'activité :
POL8851 Intégration aux activités de recherche des acquis
multidisciplinaires (2 cr.)

Mémoire (21 cr.)

3) Concentration administration et politiques publiques

L'étudiant s'inscrit dès le premier trimestre à l'un des séminaires suivants :

POL8005 La méthode en science politique (4 cr.)
POL8006 Méthodologie et techniques de recherche en science politique (4 cr.)
POL8601 Séminaire de recherche en administration publique (4 cr.)

Il doit également suivre au moins deux séminaires de concentration parmi les suivants :

POL8190 Séminaire de maîtrise - Politique et science
POL8601 Séminaire de recherche en administration publique (4 cr.)
POL8610 Problèmes actuels en administration publique (4 cr.)
POL8621 Gestion des ressources humaines (4 cr.)
POL8631 La haute fonction publique et le processus gouvernemental (4 cr.)
POL8211 Questions politiques québécoises et canadiennes (4 cr.)
POL8701 Analyse des politiques et ressources publiques (4 cr.)
POL8710 Administration des politiques urbaines (4 cr.)
POL8720 Politiques publiques et sociétés : consultation et concertation (4 cr.)
POL8730 Évaluation des politiques publiques (4 cr.)
POL8742 Gouvernance environnementale (4 cr.)

Il peut suivre, au plus, deux séminaires parmi les suivants, dans une autre concentration, ou encore dans un autre département, après autorisation de la direction du programme :

POL8800 Séminaire de lectures dirigées (4 cr.)
POL8811 Stage de travail et de formation (4 cr.)
POL8820 Atelier I (4 cr.)
POL8830 Atelier II (4 cr.)
POL890X Séminaire thématique (4 cr.)

Il doit enfin compléter les activités de recherche suivantes :

POL8900 Projet de mémoire (4 cr.)
Si nécessaire, l'étudiant doit faire l'activité :
POL8851 Intégration aux activités de recherche des acquis
multidisciplinaires (2 cr.)

Mémoire (21 cr.)

4) Concentration politique internationale/droit international

L'étudiant doit compléter huit crédits de science politique et huit crédits de droit parmi les activités suivantes (16 crédits) :

POL8300 Principes de politique internationale (4 cr.)
POL8310 Économie politique internationale (4 cr.)
POL8501 Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)
JUR7610 Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7620 Droit international des droits de la personne et des droits économiques et sociaux (4 cr.)
JUR7630 Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7635 Principes de droit international public (4 cr.)
JUR7641 Droit international économique (4 cr.)

L'étudiant choisit ensuite, parmi les activités suivantes ou celles non complétés du bloc précédent, quatre activités de quatre crédits dont au moins deux siglées POL

ou

trois activités de quatre crédits, dont deux siglées POL, et une activité de trois crédits pouvant être choisies dans un autre programme ou un autre département, après autorisation de la direction du programme.

Note : Dans ce cas l'étudiant s'inscrit au POL8851 Intégration aux activités de recherche des acquis multidisciplinaires (2 cr.) afin de compléter les exigences en termes de crédits.

POL8290 Les régions du monde (4 cr.)
POL8311 Institutions économiques internationales (4 cr.)
POL8320 Écopolitique internationale (4 cr.)
POL8330 Politique de sécurité globale (4 cr.)
POL8331 Théories et enjeux stratégiques (4 cr.)
POL8401 Politique extérieure des États du monde post-soviétique (4 cr.)
POL8411 Politique extérieure des États-Unis (4 cr.)
POL8421 Relations extérieures du Canada et du Québec (4 cr.)
POL8440 Politique extérieure de l'Europe occidentale (4 cr.)
POL8501 Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)
POL8510 Économie politique du développement (4 cr.)
POL8520 Les institutions mondiales et régionales de développement et de coopération (4 cr.)

POL8811 Stage de travail et de formation (4 cr.)
JUR7121 Méthodologie avancée de la recherche juridique (4 cr.)
JUR7301 Méthodologie de la recherche interdisciplinaire (4 cr.)
JUR7610 Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7630 Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7642 Droit du développement international (4 cr.)
JUR7651 Droit pénal international (4 cr.)
JUR7655 Droit international humanitaire (4 cr.)
JUR7660 Modèles universels et régionaux d'organisation internationale (4 cr.)
JUR7670 Droit international, développement technologique et environnement (4 cr.)
JUR768X Actualités du droit international (4 cr.)
JUR7181 Modèles comparés en droit du travail et organismes internationaux du travail (4 cr.)
JUR7690 Droit international du commerce et effets juridiques de la mondialisation (4 cr.)
JUR7700 Activité de stage (4 cr.)
COM7525 Communication internationale et développement
ENV7230 Géopolitique mondiale et environnement
MGP7017 Gestion de projets internationaux (ECO8051 ou MGP7140 ou MGP7150 ou MKG8408)
SOC8460 Sociologie de la mondialisation

L'étudiant doit compléter également les activités de recherche obligatoires suivantes :

POL8915 Séminaire interdisciplinaire I (4 cr.)
POL8925 Séminaire interdisciplinaire II (4 cr.)
POL8955 Activité de synthèse et de présentation (5 cr.)
Si nécessaire, l'étudiant doit faire l'activité suivante :
POL8851 Intégration aux activités de recherche des acquis
multidisciplinaires (2 cr.)

Note : Ces trois activités constituent un séminaire annuel portant sur un thème sélectionné par les professeurs responsables de ce séminaire. Les étudiants doivent obligatoirement travailler sur le thème retenu pour l'ensemble des trois activités de recherche, et ce depuis une perspective bidisciplinaire faisant intervenir les disciplines de science politique et des sciences juridiques.

Maîtrise en science politique avec concentration de deuxième cycle en études féministes

La maîtrise s'associe à l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) de l'UQAM pour offrir à ses étudiantes et étudiants une concentration à l'issue de laquelle une attestation en études féministes est délivrée à l'étudiante ou à l'étudiant, en sus de son diplôme de maîtrise.

Cours à suivre

La concentration donne accès à une formation multidisciplinaire en études féministes. Elle implique de suivre les cours suivants :

FEM7000 Séminaire multidisciplinaire en études féministes : Approches, théories et méthodes de recherche en études féministes
ou un autre cours choisi en dehors de la discipline d'origine, soit par exemple :
COM8110 Recherches féministes en communication
POL8111 Féminisme et science politique (4 cr.)
SOC8560 Théories et débats féministes
TRS8310 Politiques sociales, État et mouvements sociaux
Une activité en études féministes offerte par le programme de maîtrise, soit, par exemple :
POL8800 Séminaire de lectures dirigées (4 cr.)
POL8811 Stage de travail et de formation (4 cr.)
POL8820 Atelier I (4 cr.)
POL890X Séminaire thématique (4 cr.)

Mémoire

Pour recevoir l'attestation d'études de deuxième cycle en études féministes, il est nécessaire d'avoir complété avec succès, sous la direction ou la codirection d'un membre professoral compétent en études féministes, un mémoire dont le sujet devra être jugé recevable par la coordonnatrice de l'enseignement de la concentration de deuxième cycle en études féministes. Pour plus d'informations, prière de contacter à la fois la direction de son programme de maîtrise et la coordonnatrice de l'enseignement de la concentration à l'IREF.

Remarque : Le candidat voudra bien prendre note que les activités au choix dans ce programme et énumérées ci-dessus ne peuvent être offertes à chacun des trimestres (automne, hiver ou été). Par conséquent, elles sont réparties sur plusieurs trimestres et sont donc offertes en alternance d'un trimestre voire d'une année à l'autre.

Recherche (25 crédits)

Le candidat à la maîtrise avec mémoire doit soumettre un mémoire d'une longueur variant entre 75 et 120 pages, clôturant son activité de recherche. Il doit témoigner d'une connaissance adéquate de la littérature pertinente au sujet et faire preuve de la capacité de l'étudiant de mener à bien une recherche, d'analyser des sources et d'en présenter les résultats dans une langue claire. Le département accepte

plusieurs types de mémoires, notamment la recherche empirique, la revue critique des travaux dans un domaine particulier, la monographie, l'étude descriptive, l'essai critique, le projet d'intervention, etc. Le mémoire doit être rédigé de manière conforme aux normes indiquées dans le Guide des règles de présentation des mémoires et thèses.

Le mémoire de maîtrise a une valeur de 21 crédits et est évalué par un jury de trois personnes comprenant le directeur de recherche.

Avant de rédiger son mémoire, le candidat doit toutefois présenter un projet de mémoire, document de quinze à vingt pages (bibliographie exclue) comprenant une brève présentation du sujet du mémoire, une synthèse de la littérature pertinente, un exposé de la problématique et des objectifs du mémoire, des indications sur la méthodologie qui sera mise en œuvre, un plan du mémoire, un calendrier de travail, ainsi qu'une bibliographie détaillée.

Le projet, qui doit être approuvé d'abord par le directeur de recherche, puis soumis au sous-comité d'admission et d'évaluation doit démontrer que l'étudiant est en mesure de mener à bien la recherche projetée. Le texte doit en être concis, rédigé dans une langue claire et présenté suivant les normes en vigueur (voir le Guide des règles de présentation des mémoires et thèses, disponible au moment de l'inscription en projet de mémoire).

Les crédits attachés à l'épreuve ne sont attribués qu'une fois cette démarche complétée.

CHAMPS DE RECHERCHE

Partis politiques, études électorales
Économie politique et développement
Pensée et théorie politiques
Gestion de l'environnement
Mouvements sociaux
Politique du Canada et du Québec
Gouvernement et administration publique
Relations internationales
Politiques étrangères et sécurité.

FRAIS

Pour les fins d'inscription et de paiement des frais de scolarité, le profil avec mémoire de ce programme est rangé dans la classe B et le profil sans mémoire dans la classe A.

Baccalauréat en communication, politique et société (7641)

GRADE

Bachelier ès arts (B.A.)

SCOLARITÉ

Ce programme comporte 90 crédits.

OBJECTIFS

Le baccalauréat en communication, politique et société offre une formation bidisciplinaire en communication et en science politique. L'objectif du programme consiste à former des diplômés qui sauront intervenir dans le champ de la médiation entre le pouvoir et les citoyens.

Les diplômés de ce programme seront en mesure de décrire et d'analyser la structure et le fonctionnement des institutions politiques québécoises, canadiennes et internationales, de même que le fonctionnement des médias et d'en faire la critique. Ils auront ainsi développé leurs capacités d'analyse et de synthèse et sauront réfléchir sur les dimensions éthiques des pratiques communicationnelles. Ils pourront élargir leur objet d'études à d'autres dimensions et pourront le situer dans une perspective internationale.

Les diplômés auront acquis les habiletés méthodologiques essentielles en matière de communication orale et écrite et pourront améliorer leur connaissance de la langue seconde ou d'une autre langue étrangère.

Au terme du programme, l'étudiant sera en mesure de produire une recherche autonome faisant appel aux connaissances acquises et aux habiletés développées tout au long du programme.

Le programme prépare à œuvrer dans les grandes entreprises publiques ou privées, les partis politiques, les groupes de pression et les firmes de communication. Enfin, il donne accès à des études de deuxième cycle en science politique et en communication.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le programme est contingenté.

Capacité d'accueil : Automne : 60; Hiver : 0.

Le contingent sera réparti au prorata des demandes d'admission reçues de chaque catégorie de candidats.

Connaissance du français

Tous les candidats doivent posséder une maîtrise du français attestée par l'une ou l'autre des épreuves suivantes : l'épreuve uniforme de français exigée pour l'obtention du DEC, le Test de français écrit du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou le Test de français écrit de l'UQAM. Sont exemptées de ce test les personnes détenant un grade d'une université francophone et celles ayant réussi le test de français d'une autre université québécoise.

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou d'un diplôme québécois équivalent.

Sélection - Base DEC

Cote R : 100 %

Une cote R minimale peut être exigée.

ou

Être âgé d'au moins 21 ans et avoir une expérience pertinente d'au moins deux ans dans les domaines de la politique ou de la communication.

Sélection - Base Expérience

Résultats au test de scolapitudes de l'UQAM : 50 %

Résultats au test de culture générale de l'UQAM : 50 %

Une moyenne minimale peut être exigée.

ou

Avoir réussi dix cours de niveau universitaire, soit trente crédits, au moment de la demande d'admission.

Sélection - Base Études universitaires

Dossier scolaire : 100 %

Une moyenne minimale peut être exigée.

ou

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.

(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Sélection - Base Études hors Québec

Dossier scolaire : 100 %

Une moyenne minimale peut être exigée.

COURS À SUIVRE

(À moins d'indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

BLOC A : Formation fondamentale

Les douze cours obligatoires suivants (36 crédits) :

COM3104	Communication organisationnelle
CPS1000	Médias, politique et société
CPS1001	Médias, politique et société II (CPS1000)
CPS2000	Rédaction en communication politique
EDM1001	Introduction aux théories de la communication médiatique
EDM4540	Journalisme et société
FCM3243	Histoire des communications III
ou le cours	
HIS3243	Histoire des communications aux XIX ^e et XX ^e siècles
POL1250	Les idées politiques contemporaines
POL1102	Démarches de recherche en science politique
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL1500	Introduction à l'administration publique
POL1600	Politique au Canada et au Québec

BLOC B : Espace public et politique

Les trois cours obligatoires suivants (9 crédits) :

CPS3000	Rhétorique, argumentation et communication orale
EDM1706	Analyse critique de l'information
POL4060	Comportements et opinion publique

Trois cours choisis parmi les suivants (9 crédits) :

ECO1055	Éléments d'économie contemporaine
EDM2100	Médias, information et démocratie
EDM2200	Contrôle et manipulation de l'information
EDM3210	Organisation économique des médias
EDM4550	Multimédia et société
HIS4585	1960 : la Révolution tranquille

PHI4047	Philosophie sociale
PHI4052	Problèmes d'éthique économique et sociale
POL1900	Politique et économie
POL3811	Vie politique municipale
POL3832	Politique, État et minorités
POL4080	Groupes de pression
POL4090	Partis politiques
POL4253	La politique et le pouvoir économique au Québec
POL4600	Sondages et politique
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
SOC6203	Sociologie électorale

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

BLOC C : Le monde

Les trois cours obligatoires suivants (9 crédits) :

EDM5260	Information internationale
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4422	Le système international contemporain (POL1400)

Trois cours choisis parmi les suivants (9 crédits) :

COM5065	Communications internationales et cultures locales
GEO1100	L'état du monde : perspectives géographiques
HIS2315	Introduction à l'histoire de l'Europe contemporaine de 1815 à nos jours
HIS2430	Introduction à l'histoire des États-Unis
HIS4476	Histoire des relations internationales depuis 1945
JUR1042	Introduction au droit des relations internationales
PHI4050	Éthique des relations internationales
POL4441	Politique étrangère des États-Unis
POL5410	Théorie des relations internationales (POL4422)
POL5441	Politique étrangère du Canada
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5815	Analyse sociopolitique des conflits armés
SOC4301	Sociétés actuelles et mondialisation

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

BLOC D : Intégration des connaissances

Le cours obligatoire suivant (3 crédits) :

CPS6000	Activité de synthèse
---------	----------------------

Deux cours choisis parmi les suivants (6 crédits) :

CPS5000	Stage
FPD5000	Activité de simulation des Nations Unies (POL4411 ; JUR1042 ou JUR3501)
JUR6870	Le journalisme et le droit
PHI4311	Éthique et philosophie politique
POL4630	Épistémologie de la science politique
POL5051	Débats actuels en théorie politique
POL5500	Analyse du discours politique
SOC3071	Sociologie politique

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

Cours complémentaires

Trois cours de langue moderne (9 crédits) choisis avec l'accord de la direction du programme.

Les étudiants seront appelés à passer un test d'anglais développé à l'UQAM par l'École des langues. Selon les paramètres actuels du test administré par l'École des langues, un étudiant ayant un résultat de 70 serait exempté des cours d'anglais et pourrait choisir d'acquérir ou de perfectionner une troisième langue en accord avec la direction de programme (ce niveau est considéré suffisant pour demander l'admission dans une université anglophone). Un étudiant ne peut pas choisir de suivre des cours dans sa langue maternelle.

RÈGLEMENTS PÉDAGOGIQUES PARTICULIERS

Les cours du programme doivent être suivis selon l'ordonnement indiqué dans la grille de cheminement.

- La structure du programme prévoit un cheminement à temps complet. Ce règlement pourra être réévalué quelques années après la mise en œuvre du programme.
- Le cours CPS1000 doit être suivi dès le premier trimestre.
- Pour suivre le cours CPS3000, il faut avoir accumulé 30 crédits dans le programme.
- Pour suivre le cours CPS5000, il faut avoir accumulé 48 crédits dans le programme.
- Pour suivre le cours CPS6000, il faut avoir accumulé 60 crédits dans le programme.
- Les cours de langues sont choisis avec l'accord de la direction de programme et sont normalement suivis dans la même langue. Les étudiants admis devront subir un test d'anglais dès le premier trimestre suivant l'inscription. Ils devront remplir les conditions exigées pour la maîtrise de l'anglais avant de pouvoir s'inscrire à des cours dans une troisième langue.

Baccalauréat en droit (7308)

Note : En vertu d'un protocole intervenu entre l'UQAM et la Faculté de droit de l'Université de Windsor, un étudiant inscrit à l'UQAM peut obtenir une double diplomation (Baccalauréat en droit/Baccalauréat en Common Law) en suivant avec succès deux sessions de cours de droit à l'Université de Windsor.

GRADE

Bachelier en droit, LL.B.

SCOLARITÉ

Ce programme comporte 98 crédits.

OBJECTIFS

Ce programme a pour objectif socio-économique la formation de juristes qui seront préoccupés de justice sociale et qui, à cette fin, pourront intervenir largement (recherche-action, enseignement, organisation, consultation, contentieux) à la défense et à la promotion des droits des personnes et des groupes (les organismes populaires et communautaires et les associations volontaires et autonomes, sans but lucratif, les syndicats, les comités de citoyens ou autres groupes apparentés qui poursuivent des objectifs de développement à caractère économique, social, culturel et communautaire) et ce, partout où le droit est en cause et particulièrement dans les domaines qui concernent les conditions de vie et de travail des personnes.

À cette fin, le programme poursuit les objectifs spécifiques suivants :

1. L'acquisition par l'étudiant d'une connaissance des concepts, des règles et des principes fondamentaux du droit qui lui assure une bonne formation générale et une connaissance particulière de secteurs d'interventions privilégiés par l'objectif socio-économique du programme. L'étudiant doit être capable de bien repérer les règles de droit, de les analyser et d'en faire la synthèse;
2. Le développement chez l'étudiant d'une capacité d'analyse critique du droit. L'étudiant doit être capable de questionner les règles de droit, d'en percevoir les dimensions historiques, politiques et socio-économiques et d'en comprendre les fondements et les fonctions dans la société;
3. La maîtrise par l'étudiant d'habiletés pratiques qui lui permettront d'utiliser adéquatement le droit dans le traitement de problèmes concrets. L'étudiant doit être capable de bien qualifier juridiquement les problèmes qui lui sont posés, d'identifier les règles de droit applicables, d'en mesurer l'impact en regard des intérêts en jeu et des résultats désirés, de proposer des solutions appropriées, de structurer une argumentation qui les sous-tende et d'en faire l'exposé de façon écrite et orale.

Pour atteindre ces objectifs, le programme utilise une pédagogie qui repose sur des activités où l'étudiant est amené à jouer un rôle très actif dans sa formation (lectures préparatoires aux cours, questions et discussions pendant les cours ou en ateliers d'encadrement, travaux de cas pratiques et d'analyses jurisprudentielles, activités cliniques et de recherche) et il privilégie le travail d'équipe comme mode d'apprentissage.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le programme est contingenté.

Capacité d'accueil :

Automne : 120;
Hiver : 50 (bases DEC et Études universitaires seulement).

Connaissance du français

Tous les candidats doivent posséder une maîtrise du français attestée par l'une ou l'autre des épreuves suivantes : l'Épreuve uniforme de français exigée pour l'obtention du DEC, le Test de français écrit du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou le Test de français écrit de l'UQAM. Sont exemptées de ce test les personnes détenant un grade d'une université francophone et celles ayant réussi le test de français d'une autre université québécoise.

Base DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

Sélection

Cote de rendement : 100 %

ou

Base Expérience

Admission sur cette base au trimestre d'automne seulement. Posséder des connaissances appropriées, être âgé d'au moins 21 ans et avoir occupé pendant au moins deux ans un poste ou une fonction rémunéré ou non qui implique des interventions ou des activités relatives à la défense et à la promotion des droits des personnes ou des groupes visés par les objectifs du programme et être en mesure d'en faire la preuve.

Sélection :

Première étape : test d'aptitudes : 100 %

Les candidats ayant obtenu les meilleures notes au classement de la première étape seront convoqués à la deuxième étape.

Deuxième étape : entrevue : 100 %

Lors de l'entrevue, l'évaluation du candidat sera faite en fonction d'un ensemble de critères, parmi lesquels son cheminement, ses objectifs, son ouverture au monde, son ouverture d'esprit, sa culture générale, sa culture sociopolitique, son implication sociale, ses qualités intellectuelles et ses qualités de communication.

ou

Base Études universitaires

Avoir réussi un minimum de dix cours (30 crédits) dans un même programme universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

Présélection : Dossier scolaire : 100 %

Les candidats ayant obtenu les meilleurs résultats au classement de la présélection sont convoqués à la sélection.

Sélection : 100 %

- Dossier scolaire (25 %)

- Entrevue (75 %).

Lors de l'entrevue, l'évaluation du candidat sera faite en fonction d'un ensemble de critères, parmi lesquels son cheminement, ses objectifs, son ouverture au monde, son ouverture d'esprit, sa culture générale, sa culture sociopolitique, son implication sociale, ses qualités intellectuelles et ses qualités de communication.

ou

Base Études hors Québec

Admission sur cette base au trimestre d'automne seulement.

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.

(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Sélection :

Dossier scolaire : 100 %.

COURS À SUIVRE

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

Les 18 cours suivants (53 crédits) :

Série 2000

JUR2507	Méthodologie et analyse critique du droit (2 cr.)
JUR2508	Système et documentation juridiques canadiens (2 cr.)
JUR2514	Théorie générale des obligations
JUR2515	Droit constitutionnel
JUR2521	Droit des personnes et de la famille (4 cr.)
JUR2525	Droit social
JUR2530	Droit administratif (JUR2515)
JUR2535	Droit pénal
JUR2541	Droit des affaires
JUR2545	Droit judiciaire I
JUR2561	Droit de la responsabilité civile (JUR2514)

Série 3000

JUR3501	Droit international public
JUR3505	Droit des rapports collectifs de travail
JUR3516	Méthodologie de la recherche juridique
JUR3525	Droit de la preuve civile et administrative (JUR2545)
JUR3535	Approfondissement du droit des obligations (JUR2514; JUR2545)

Note : Les étudiants ne peuvent s'inscrire à des cours de la série 3000 qu'après avoir obtenu 24 crédits de la série 2000.

Série 4000

JUR4505	Interprétation des lois
JUR4521	Droits et libertés de la personne (JUR2515; JUR2525; JUR2530; JUR2535)

Note : Les étudiants ne peuvent s'inscrire à des cours de la série 4000 qu'après avoir obtenu 41 crédits, dont 35 obligatoires.

Série : approche critique et multidisciplinaire

Quatre cours choisis parmi les suivants (12 crédits) :

CIN5000	Sciences de la santé et droit
ECO1055	Éléments d'économie contemporaine
HIS4501	Histoire du droit québécois et canadien
JUR4515	Théorie et fondements du droit
JUR6005	Philosophie du droit

ou le cours

PHI5059	Philosophie du droit
POL1000	Problèmes politiques contemporains
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL3085	Politique sociale
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
SCO1200	Introduction aux sciences comptables
SOC3350	Sociologie du travail
SOC4301	Sociétés actuelles et mondialisation
SOC6204	Sociologie du droit

Module de langues

L'étudiant peut suivre de un à quatre cours de langue en conformité avec les exigences et les procédures de l'École de langues ou tout autre cours pertinent choisi avec l'accord de la direction du programme.

33 crédits choisis de la façon suivante (33 crédits) :

De zéro à neuf crédits de cours choisis parmi les suivants :

Série : approche pratique, clinique et intervention socio-juridique :

FPD5000	Activité de simulation des Nations Unies (POL4411; JUR1042 ou JUR3501)
FPD5010	Clinique de droit international des droits de la personne 1 (JUR3501 ou JUR6635 ou JUR6650)
FPD5011	Clinique de droit international des droits de la personne 2 (JUR3501 ou JUR6635 ou JUR6650)
JUM4522	Stage I
JUM4523	Stage II
JUM4526	Clinique juridique (6 cr.) (JUR2545)
JUM452X	Activités juridiques appliquées (JUR2545)
JUM4530	Tribunal-école (JUR2545)
JUR4536	Administration de la justice et gestion des conflits (JUR2530 ou JUR2545)
JUR4542	Promotion des droits et défense de l'intérêt public
JUR4547	Résolution des conflits
JUR4548	Concours interuniversitaire (6 cr.)

Note : Les étudiants peuvent s'inscrire à des cours de la série approche pratique après avoir obtenu 41 crédits, dont 35 obligatoires. Les étudiants peuvent exceptionnellement être autorisés à suivre plus de neuf crédits avec l'autorisation de la direction du programme.

De 24 à 33 crédits choisis parmi les suivants, dont au moins neuf crédits choisis dans l'ensemble des modules - Enjeux socio-juridiques, Droit social et du travail, Droit international, droit comparé et cultures juridiques :

Module Droit public : État, gouvernance et intérêt public

JUR5505	Contentieux administratif (JUR2530)
JUR5512	Droit de l'information (JUR2530)
JUR5515	Droit de l'administration régionale et municipale (JUR2530)
JUR5520	Droit fiscal
JUR5525	Droit judiciaire pénal (JUR2535)
JUR5531	Droit des délits et des peines (JUR2535)
JUR5620	Droit constitutionnel avancé (JUR2515)

Module Droit privé, du patrimoine et de l'entreprise

JUR3225	Droit des assurances de personnes
JUR5540	Droit des biens et de la propriété
JUR5547	Droit des contrats (JUR2514; JUR3535)
JUR5551	Droits des rapports pécuniaires familiaux (JUR2521)
JUR5552	Droit des successions et des fiducies
JUR5555	Droit judiciaire II (JUR2545)
JUR5560	Droit des compagnies (JUR2541)
JUR5565	Droit des contrats commerciaux et du financement de l'entreprise (JUR2541)
JUR5572	Priorités, hypothèques et publicité des droits (JUR5540)
JUR5573	Droit de la faillite et de l'insolvabilité (JUR2513)
JUR5575	Droit international privé

Note : - Les étudiants peuvent s'inscrire à des cours de la série approche pratique après avoir obtenu 41 crédits, dont 35 obligatoires.

Module Enjeux socio-juridiques

JUR6521	Droit des enfants et de la protection de la jeunesse
JUR6525	Droit des femmes
JUR6530	Droit carcéral
JUR6535	Droit de l'immigration
JUR6540	Droit des autochtones
JUR6545	Droit du logement
JUR6550	Droit de l'environnement
JUR6555	Droit de la consommation
JUR6560	Droit de la santé
JUR6565	Droit de l'informatique
JUR6595	Droit de la propriété intellectuelle

JUR6640	Droit des professions
JUR6645	Droit des personnes et biotechnologies

Module Droit social et du travail

JUR6516	Régimes d'indemnisation du chômage et de dernier recours
JUR6575	Arbitrage de griefs
JUR6580	Droit des rapports individuels de travail
JUR6592	Droit de la sécurité de la vieillesse et de la retraite
JUR6615	Droit de la santé et de la sécurité du travail
JUR6620	Régimes étatiques d'indemnisation
JUR6625	Droit social et du travail comparé et international
JUR6635	Droit international des droits économiques et sociaux de la personne
JUR6640	Droit des professions

Module Droit international, droit comparé et cultures juridiques

JUR5585	Droit comparé
JUR5595	Droit des États-Unis d'Amérique
JUR5610	Droit du commerce international
JUR5615	Introduction à la Common Law
JUR6603	Droit international économique
JUR6630	Droit international et comparé de l'environnement
JUR665X	Actualités du droit
JUR6650	La personne et le droit international
JUR6660	Droit de l'intégration européenne

Note : Les étudiants ne peuvent s'inscrire à des cours ressortant des modules qu'après avoir obtenu 24 crédits obligatoires.

RÈGLEMENTS PÉDAGOGIQUES PARTICULIERS

1. Cheminement académique : Les règlements pédagogiques particuliers seront disponibles aux étudiants au début du trimestre.
2. Travail d'équipe : Pour les fins de réalisation des travaux d'équipe, une équipe est un groupe constitué de deux à quatre étudiants maximum inscrits au même groupe-cours.
3. Durée maximale des études : La durée des études prévues pour l'obtention du baccalauréat en droit de l'UQAM ne peut excéder six années.

REMARQUES PARTICULIÈRES

Après l'obtention du baccalauréat, l'étudiant qui veut être admis à la pratique du droit à titre d'avocat ou de notaire doit satisfaire soit aux exigences du Barreau du Québec, notamment réussir le programme de formation professionnelle de l'École du Barreau, soit aux exigences de la Chambre des notaires du Québec, notamment compléter des études universitaires de deuxième cycle (un an d'études) en droit notarial. Compte tenu de la nature des études en droit, une connaissance fonctionnelle de l'anglais est recommandée et les étudiants doivent s'attendre à devoir lire des textes en anglais.

En vertu d'un protocole intervenu entre l'UQAM et la Faculté de droit de l'Université de Windsor, un étudiant inscrit à l'UQAM peut obtenir un double diplôme (Baccalauréat en droit/Baccalauréat en Common Law) en suivant avec succès trois trimestres de cours de droit à l'Université de Windsor. Le premier trimestre est suivi au cours de la quatrième ou de la cinquième session pendant le baccalauréat en droit. Les trois autres trimestres sont suivis au cours de la quatrième année.

Baccalauréat en gestion publique (7215)

Programme offert conjointement par l'École des sciences de la gestion et la Faculté de science politique et de droit.

GRADE

Bachelier ès arts, B.A.

SCOLARITÉ

Ce programme comporte 90 crédits.

OBJECTIFS

Ce programme a pour objectif général la formation de professionnels de la gestion aptes à comprendre la spécificité de la gestion publique. Il est destiné aux personnes qui désirent entreprendre une carrière orientée vers des responsabilités administratives de professionnels, de cadres supérieurs ou intermédiaires dans des organisations publiques, notamment dans les ministères et organismes gouvernementaux, dans les administrations régionales, municipales, scolaires, ainsi que dans les établissements de santé.

Pour atteindre cet objectif, ce programme propose une approche pluridisciplinaire de la gestion publique grâce à la diversité des cours offerts en gestion des organisations et des ressources humaines, en administration publique, en analyse économique, en analyse des politiques publiques, ainsi qu'en droit administratif.

Il vise notamment à développer une synthèse globale des principaux enjeux de la gestion publique afin de développer une réelle polyvalence, ainsi que les aptitudes requises en vue de mesurer l'évolution récente de la gestion publique dans le cadre du nouveau management public.

Le programme est conçu de façon à favoriser l'insertion de professionnels de la gestion publique dans tous les réseaux des secteurs publics et para-publics, tant pour les institutions fédérales que québécoises.

Outre la formation de gestionnaires publics de niveau professionnel, ce programme vise également à la préparation à des études supérieures en management public pour des formations de deuxième et troisième cycles.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le programme est contingenté.

Capacité d'accueil : Automne : 65; Hiver : 0.

Le contingent sera réparti au prorata des demandes d'admission reçues de chaque catégorie de candidats.

Connaissance du français

Tous les candidats doivent posséder une maîtrise du français attestée par l'une ou l'autre des épreuves suivantes : l'Épreuve uniforme de français exigée pour l'obtention du DEC, le Test de français écrit du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou le Test de français écrit de l'UQAM. Sont exemptées de ce test les personnes détenant un grade d'une université francophone et celles ayant réussi le test de français d'une autre université québécoise.

Base DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) en sciences de la nature, en sciences humaines, en sciences, lettres et arts ou en techniques administratives ou l'équivalent québécois.

Sélection

Cote de rendement : 100 %

Une cote de rendement minimale peut être exigée.

ou

Base Expérience

Posséder des connaissances appropriées, être âgé d'au moins 21 ans et avoir occupé un poste au sein d'une administration publique pendant au moins deux ans.

Sélection

Test de scolapitudes : 50 %

Test de culture générale : 50 %

Une note minimale peut être exigée.

ou

Base Études universitaires

Au moment du dépôt de la demande d'admission, avoir réussi au moins dix cours (30 crédits) de niveau universitaire dans une université québécoise.

Sélection

Dossier académique : 100 %

Une moyenne académique minimale peut être exigée.

ou

Base Études hors Québec

Au moment du dépôt de la demande d'admission, être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.

(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Sélection

Dossier académique : 100 %

Une moyenne académique minimale peut être exigée.

COURS À SUIVRE

(À moins d'indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

Les 17 cours obligatoires suivants (51 crédits)

BGP3000	Méthodes de recherche appliquée à la gestion publique (POL1800)
BGP4001	Les nouveaux défis en gestion publique (POL1500; JUR2530)
ECO1055	Éléments d'économie contemporaine
EUT3000	Gestion municipale et métropolitaine
JUR2515	Droit constitutionnel
JUR2530	Droit administratif (JUR2515)
MET2100	Gestion des organisations : complexité, diversité et éthique
MET4230	Productivité et qualité dans les services
ORH1600	Introduction à la gestion des ressources humaines
ORH2202	Gestion de la diversité : perspectives nationale et internationale

POL1500	Introduction à l'administration publique
POL1600	Politique au Canada et au Québec
POL1800	Éléments de statistiques pour les sciences humaines
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4711	Théorie des organisations et administration publique
POL4762	Politique de finances publiques
SCO1700	Introduction à la comptabilité du secteur public

EUT4021	Planification des transports
EUT4425	Les villes internationales
JUR5515	Droit de l'administration régionale et municipale (JUR2530)
POL3811	Vie politique municipale
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4790	Gestion des services municipaux
POL4840	Système politique montréalais
POL5780	Planification et aménagement régional

10 à 13 cours optionnels choisis dans l'un ou l'autre des blocs suivants incluant le module de cours de langue moderne (30 à 39 crédits),

dont au moins 5 provenant de chacune des Faculté/École partenaires du programme (sigles BGP, ECO, DSR, EUT, ORH pour l'École des sciences de la gestion dont un seul parmi les suivants : DSR2010, EUT1072 et ORH2010; sigles BGP, FPD, JUR et POL pour la Faculté de science politique et de droit) :

BLOC A : Analyse et gestion des politiques et des programmes

ECO1300	Analyse microéconomique
ECO2400	Analyse macroéconomique
ECO3452	Répartition et sécurité du revenu (ECO1012 ou ECO1300)
ECO3471	Économie de l'environnement (ECO1012 ou ECO1300)
ECO4412	Économie publique (ECO1012 ou ECO1300; ECO1022 ou ECO2400)
ECO4430	Économie de l'éducation (ECO1012 ou ECO1300)
JUR2525	Droit social
JUR6535	Droit de l'immigration
JUR6550	Droit de l'environnement
JUR6560	Droit de la santé
JUR6620	Régimes étatiques d'indemnisation
POL3832	Politique, État et minorités
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL570X	Administration publique et politiques publiques
POL5831	Administration de la politique sociale de l'État
POL5875	Politique économique
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5910	Politique de l'environnement
POL5920	Politique de la sécurité publique au Canada
POL6020	Politique sociale de la vieillesse

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

BLOC B : Gouvernance et gestion publique

JUR6580	Droit des rapports individuels de travail
JUR6850	Droit et gestion de l'information gouvernementale (JUR2530)
PHI4052	Problèmes d'éthique économique et sociale
POL4010	Parlementarisme
POL4052	Fédéralisme contemporain
POL4060	Comportements et opinion publique
POL4080	Groupes de pression
POL4600	Sondages et politique
POL5730	Administrations publiques comparées

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

BLOC C : Gestion des opérations, des ressources humaines et des relations du travail

COM3104	Communication organisationnelle
DSR2010	Responsabilité sociale des entreprises
ou le cours	
EUT1072	Développement durable et gestion
ou le cours	
ORH2010	La dimension éthique de la gestion des entreprises
JUR3505	Droit des rapports collectifs de travail
MET1300	Fondements technologiques des systèmes d'information
MET3220	Recherche opérationnelle (ECO2272 ou MAT2080 ou POL1800)
MET4261	Gestion des opérations (ECO2272 ou MAT2080 ou POL1800)
ORH1163	Comportement organisationnel
ORH1610	Fondements en organisation du travail (ORH1600)
ORH1620	Administration des lois du travail
ORH1630	Fondements en dotation (ORH1600)
ORH1640	Fondements en évaluation des postes et en rémunération directe (ORH1600)
ORH3160	Leadership et supervision (ORH1163)
ORH3620	Fondements en gestion de la sécurité/santé (ORH1600)
ORH3630	Fondements en formation et perfectionnement (ORH1600)
ORH5435	Introduction à la convention collective
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

BLOC D : Administration régionale et municipale

ECO4492	Économie urbaine et régionale (ECO1012 ou ECO1300)
EUT1011	Enjeux du développement urbain
EUT3010	Planification financière en milieu urbain

BLOC E : Organisations internationales

DSR3120	Gestion internationale (MET2100)
ou le cours	
ECO3550	Relations économiques internationales (ECO1012 ou ECO1055 ou ECO1300)
DSR4700	Gestion internationale et cultures
EUT5025	Population, urbanisation et développement
FPD5000	Activité de simulation des Nations Unies (POL4411; JUR1042 ou JUR3501)
JUR1042	Introduction au droit des relations internationales
JUR6603	Droit international économique
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL5440	Politique étrangère du Canada
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5840	Administration des organisations internationales

ou tout autre cours choisi avec l'autorisation de la direction du programme.

BLOC F : Module de cours de langue moderne

Les étudiants qui désirent suivre des cours de langue, devront passer un test d'anglais développé à l'UQAM par l'École des langues. Le seuil de réussite exigé est 65 %. Un étudiant ayant échoué le test aura la possibilité d'améliorer ses compétences en langue anglaise. L'étudiant ayant réussi le test pourra choisir soit de perfectionner son anglais, soit d'acquiescer ou de perfectionner une troisième langue en accord avec la direction du programme pour un maximum de neuf (9) crédits. Un étudiant ne peut pas choisir de suivre des cours dans sa langue maternelle.

Remarque : Ces blocs de cours n'ont aucun caractère contraignant; ils ne visent qu'à illustrer la convergence des diverses disciplines autour de certaines dimensions.

Un cours parmi les suivants (3 à 12 crédits) :

BGP500X	Stage de travail et de formation (3 à 12 crédits)
ou	
BGP510X	Stage international (3 à 12 crédits)
ou	
BGP5010	Activité de synthèse

Remarque : En vertu de la *Politique de stages* de la Faculté de science politique et de droit, le nombre de crédits attribué aux activités BGP500X et BGP510X équivaut à des durées de stage minimales de 120 heures (3 crédits), 240 heures (6 crédits), 360 heures (9 crédits) et 480 heures (12 crédits).

RÈGLEMENTS PÉDAGOGIQUES PARTICULIERS

Cheminement pédagogique

Le programme est basé sur un cheminement par cohorte et doit être suivi à temps complet. Les cours du programme doivent donc être suivis selon l'ordonnement indiqué dans la grille de cheminement. Le cours POL1500 doit être suivi dès le premier trimestre.

Reconnaissance d'acquis de formation

Le cours POL1600 (Politique au Canada et au Québec) pourra faire l'objet d'une substitution pour les étudiants qui ont réussi un cours équivalent au CEGEP. Ces étudiants seront tenus de suivre un autre cours POL touchant à la politique canadienne et/ou québécoise. Le cours POL1800 pourra faire l'objet d'une substitution pour les étudiants qui ont réussi un cours équivalent au CEGEP avec un résultat d'au moins 80 %. Ces étudiants seront tenus de suivre un autre cours POL de niveau 4000 ou 5000.

Les étudiants inscrits au baccalauréat en gestion publique détenteurs d'un diplôme d'études collégiales (DEC) en techniques administratives ou l'équivalent peuvent demander la reconnaissance de certains cours collégiaux prédéterminés par la direction de programme. Selon le programme collégial suivi, cette reconnaissance peut aller jusqu'à cinq cours du baccalauréat. Le maximum de reconnaissances d'acquis n'est toutefois accordé qu'aux candidats ayant une cote R de 25 et plus. Dans certains cas, une note minimale plus élevée que la moyenne du groupe peut être exigée pour chacun des cours. Les candidats avec une cote R se situant entre 22 et 24,999 peuvent se voir accorder un certain nombre de reconnaissances d'acquis, nombre toujours inférieur au nombre maximal possible. Les candidats ayant une cote R inférieure à 22 n'ont pas droit à des reconnaissances d'acquis.

Connaissance de l'anglais

Les études en gestion publique exigent la lecture de textes en anglais. L'étudiant a la responsabilité d'acquiescer cette capacité de lecture. Par ailleurs, puisque plusieurs postes au sein des administrations publiques exigent la maîtrise de l'anglais au moment de l'embauche, les étudiants sont invités à acquiescer ou perfectionner leurs compétences en anglais par la formation offerte au Bloc F : Module de cours de langue moderne.

Conditions d'accès au stage et à l'activité de synthèse

Pour s'inscrire au stage (BGP500X, BGP510X), il faut avoir réussi au moins 45 crédits du programme et avoir réussi les cours BGP3000 et BGP4001. Pour s'inscrire à l'activité de synthèse (BGP5010), il faut avoir réussi au moins 60 crédits du programme et avoir réussi les cours BGP3000 et BGP4001.

Séjour à l'étranger

Un étudiant peut effectuer un séjour d'études dans une université étrangère pour y suivre des cours dont l'équivalence devra être évaluée par la direction du programme.

Baccalauréat en relations internationales et droit international (7060)

GRADE

Bachelier ès arts, B.A.

SCOLARITÉ

Ce programme comporte 90 crédits.

OBJECTIFS

Le baccalauréat en relations internationales et droit international offre une formation intégrée en relations internationales et en droit international. Il vise à assurer une formation générale nécessaire à la compréhension et à l'analyse des phénomènes internationaux, notamment en ce qui a trait aux enjeux politiques et juridiques de la mondialisation, aux régimes politiques et juridiques des pays étrangers et à la politique étrangère des États. Il permet l'acquisition tant des concepts utilisés par la science politique que le langage et les concepts utilisés en droit.

Il s'adresse aux personnes qui veulent œuvrer dans la fonction publique locale, nationale ou internationale, dans le mouvement associatif, dans les grandes entreprises qui œuvrent à l'échelle internationale ou dans les communications internationales. Le programme prépare également à la poursuite d'études de deuxième cycle dans des disciplines qui s'intéressent aux phénomènes internationaux.

L'étudiant doit atteindre un niveau de maîtrise suffisante de l'anglais et peut entreprendre ou perfectionner l'étude d'une troisième langue.

CONDITIONS D'ADMISSION**Capacité d'accueil**

Le programme est contingenté : Automne : 75; Hiver : 0.

Connaissance du français

Tous les candidats doivent posséder une maîtrise du français attestée par l'une ou l'autre des épreuves suivantes : l'Épreuve uniforme de français exigée pour l'obtention du DEC, le Test de français écrit du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou le Test de français écrit de l'UQAM. Sont exemptées de ce test les personnes détenant un grade d'une université francophone et celles ayant réussi le test de français d'une autre université québécoise.

Base DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

Sélection

Cote de rendement : 100 %.

Une cote R minimale peut être exigée.

ou**Base Expérience**

Être âgé d'au moins 21 ans et avoir une expérience pertinente d'au moins deux ans dans le domaine international.

Sélection**Tests**

- scolapitudes (50 %)

- culture générale (50 %).

Une note minimale peut être exigée.

ou**Base Études universitaires**

Avoir réussi dix cours (30 crédits) de niveau universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

Sélection

Cote de rendement universitaire : 100 %.

Une cote R universitaire minimale peut être exigée.

ou**Base Études hors Québec**

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.

(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Sélection

Dossier scolaire : 100 %.

Une note minimale peut être exigée.

COURS À SUIVRE

(À moins d'indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

Les dix-sept cours obligatoires suivants (51 crédits) :

ECO1055	Éléments d'économie contemporaine
FPD1000	Séminaire d'accueil et de méthodologie
HIS4474	Histoire des relations internationales de 1815 à 1945
HIS4476	Histoire des relations internationales depuis 1945
JUR2040	Droit interne et international
JUR3050	La protection des droits de la personne : perspectives comparatives et coopération
JUR3501	Droit international public
JUR6603	Droit international économique
JUR6635	Droit international des droits économiques et sociaux de la personne
JUR6650	La personne et le droit international
POL1350	La guerre et la paix dans la pensée politique
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4422	Le système international contemporain (POL1400)
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
POL5410	Théorie des relations internationales (POL4422)
POL5441	Politique étrangère du Canada

Module langue (9 à 21 crédits)

Un minimum de trois cours (9 crédits) et un maximum de sept cours (21 crédits) doivent être suivis à l'École de langues. L'étudiant doit d'abord satisfaire aux exigences de la connaissance de l'anglais. Il peut ensuite s'inscrire à des cours dans une troisième langue après l'approbation de la direction du programme.

Module de cours optionnels (21 à 30 crédits)

Un minimum de sept cours et un maximum de dix cours choisis dans un ou plusieurs des axes suivants ou parmi d'autres cours pertinents choisis avec l'accord de la direction du programme. Au moins trois cours seront des cours de science politique (POL, POM ou FPD) et trois des cours de droit (JUM, JUR ou FPD). On doit choisir au moins un cours (trois crédits) parmi les cours de l'axe D ou suivre une partie de la scolarité dans le cadre d'un programme d'échange avec une institution étrangère.

Axe A : Économie, développement et mondialisation

DSR4700	Gestion internationale et cultures
ECO1300	Analyse microéconomique
ECO2400	Analyse macroéconomique
ECO3550	Relations économiques internationales (ECO1012 ou ECO1055 ou ECO1300)
ECO4400	Économie du développement (ECO1012 ou ECO1300; ECO1022 ou ECO2400)
ECO5550	Monnaies et marchés financiers internationaux (ECO1022 ou ECO2400)
EUT4425	Les villes internationales
EUT4426	Urbanisation et développement : l'Afrique
EUT4427	Urbanisation et développement : l'Amérique latine
EUT4428	Urbanisation et développement : l'Asie
EUT4429	Urbanisation et développement : l'Europe
GEO6300	Géographie du tiers-monde et développement international
JUR5610	Droit du commerce international
JUR6525	Droit des femmes
PHI4050	Éthique des relations internationales
POL1800	Éléments de statistiques pour les sciences humaines
POL4022	Femmes et développement
POL4132	Économie politique du développement
POL4460	Forces transnationales

POL5450	Institutions internationales régionales
POL5465	Amérique latine : mutations continentales
POL5491	Afrique : mutations continentales et rapports mondiaux
SOC4301	Sociétés actuelles et mondialisation

Tout autre cours pertinent choisi avec l'accord de la direction du programme.

Axe B : Systèmes politiques et juridiques comparés

COM5065	Communications internationales et cultures locales
EDM5260	Information internationale
HIS4330	Histoire des femmes en Europe contemporaine
HIS4619	L'Amérique latine et le monde
HIS4620	Histoire de la Chine contemporaine (XIX ^e -XX ^e siècles)
HIS4622	Le Japon et le monde (XVII ^e -XX ^e siècles)
HIS4660	Histoire et civilisation du monde arabe, 622-1516
HIS4676	Histoire de l'Afrique contemporaine
JUR1031	Introduction au droit des affaires
JUR1041	Introduction au droit de l'administration publique
JUR5585	Droit comparé
JUR5595	Droit des États-Unis d'Amérique
JUR5615	Introduction à la Common Law
JUR6625	Droit social et du travail comparé et international
JUR6630	Droit international et comparé de l'environnement
JUR6660	Droit de l'intégration européenne
POL4032	Système politique de la Chine
POL4033	Système politique du Japon
POL4035	Systèmes politiques de la Russie et autres États successeurs de l'URSS
POL4043	Systèmes politiques de l'Europe occidentale
POL4102	Femmes et politique
POL4111	Systèmes politiques de l'Amérique latine
POL4122	Systèmes politiques de l'Europe centrale et sud-orientale
POL4142	Système politique des États-Unis
POL4482	Pouvoir et politique en Afrique
POL5730	Administrations publiques comparées

Tout autre cours pertinent choisi avec l'accord de la direction du programme.

Axe C : Politiques étrangères et sécurité internationale

GEO2500	Géopolitique contemporaine
ou le cours	
POL2500	Géopolitique contemporaine
HIS4408	Histoire de la politique internationale des États-Unis de 1898 à nos jours
HIS4486	La Première Guerre mondiale (1914-1918)
HIS4487	La Deuxième Guerre mondiale (1939-1945)
JUR6535	Droit de l'immigration
JUR665X	Actualités du droit
POL4432	Politique étrangère de la Russie et des autres États successeurs de l'URSS
POL4441	Politique étrangère des États-Unis
POL4451	Politique étrangère de l'Europe occidentale
POL4492	Introduction aux dynamiques politiques au Moyen-Orient
POL4500	Politique étrangère du Japon
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL5510	Problèmes militaires et stratégiques
POL5520	Politique de défense des grandes puissances
POL5815	Analyse sociopolitique des conflits armés
POL5841	Administration des organisations internationales

Tout autre cours pertinent choisi avec l'accord de la direction du programme.

Axe D : Formation pratique et activité de synthèse

FPD5000	Activité de simulation des Nations Unies (POL4411; JUR1042 ou JUR3501)
FPD500X	Stage international (3 à 15 crédits)
FPD5010	Clinique de droit international des droits de la personne 1 (JUR3501 ou JUR6635 ou JUR6650)
FPD5011	Clinique de droit international des droits de la personne 2 (JUR3501 ou JUR6635 ou JUR6650)
JUM452X	Activités juridiques appliquées (JUR2545)
JUR4546	Concours de plaidoirie interuniversitaire (6 cr.)
POM2002	Séminaire de synthèse en relations internationales

Notes :

- Un étudiant peut faire un stage de quinze crédits à temps plein à la double condition que ce stage dure au moins quinze semaines et se déroule à l'étranger. Pour des stages effectués dans des organismes ou ministères au Canada ou pour des stages à l'étranger d'une plus courte durée ou à temps partiel, le nombre de crédits sera fonction de la proposition déposée par l'étudiant à la direction du programme.
- Un étudiant peut effectuer un séjour d'études dans une université étrangère pour y suivre des cours dont l'équivalence devra être évaluée par la direction du programme; un tel séjour à l'étranger peut remplacer l'activité requise de l'Axe D.

RÈGLEMENTS PÉDAGOGIQUES PARTICULIERS

Conditions d'accès aux blocs de cours :

- Les cours du module de langue ne peuvent être suivis lors du premier trimestre.
- L'étudiant ne peut suivre le module de cours optionnels qu'après avoir réussi au moins neuf cours obligatoires (27 crédits) à l'exclusion des cours optionnels de l'axe D Formation pratique et activité de synthèse, pour lequel 19 cours (57 crédits) devront avoir été suivis.

Autres règlements

Après l'admission, l'étudiant sera convié à un test d'anglais pour établir son classement. Les étudiants ayant obtenu la note 65 à ce test seront exemptés de l'exigence de suivre des cours d'anglais. Ils pourront alors s'inscrire à des cours d'une troisième langue, sauf s'il s'agit de leur langue maternelle. Les étudiants qui s'inscrivent à des cours d'une troisième langue devront faire approuver leur choix par le directeur du programme et devront passer des tests de classement dans cette langue.

Baccalauréat en science politique (7760) Majeure en science politique (6120)

Le nom des concentrations figurera sur le diplôme des étudiants concernés.

GRADE

Le Baccalauréat en science politique mène au grade de Bachelier ès arts, B.A. La Majeure en science politique, cumulée à une mineure ou à un certificat, mène au grade de Bachelier ès arts, B.A.

SCOLARITÉ

Le baccalauréat en science politique comporte 90 crédits.
La majeure en science politique comporte 60 crédits.

OBJECTIFS

Le programme de baccalauréat en science politique vise à donner une formation générale nécessaire à la compréhension, à l'analyse et à la conduite de l'action politique. Il est également conçu de manière à donner accès, pour les personnes qui le souhaitent, à une spécialisation susceptible de répondre à des attentes plus spécifiques en liaison avec leurs projets de carrière.

États, gouvernements, partis politiques, syndicats, mouvements sociaux, entreprises etc., l'action politique affecte l'ensemble de la société. Elle a notamment pour objets : le pouvoir, les relations internationales, l'administration publique et les régimes politiques. Elle implique la discussion, nécessite la capacité d'envisager la généralité à travers le cas concret, les enjeux globaux derrière les intérêts particuliers et le public dans sa relation au privé.

L'enseignement favorise l'acquisition des connaissances fondamentales de la science politique en insistant sur la méthode, la capacité de synthèse, la théorisation et la pensée politique. Il est également adapté aux démarches susceptibles de répondre aux attentes des personnes qui souhaiteraient développer plus avant un champ d'expertise.

Le programme de majeure en science politique vise à assurer une solide formation générale, nécessaire à la compréhension, à l'analyse et à la conduite de l'action politique. Il est conçu de manière à permettre l'acquisition d'une formation disciplinaire fondamentale, à la fois théorique et méthodologique, et à donner accès à une formation approfondie dans un profil particulier (pensée et théorie politiques; institutions et vie politiques; relations internationales; gouvernance et politiques publiques), susceptible de répondre à des attentes plus spécifiques en liaison avec des projets de carrière.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le programme n'est pas contingenté.
L'admission se fait aux trimestres d'automne et d'hiver.

Connaissance du français

Tous les candidats doivent posséder une maîtrise du français attestée par l'une ou l'autre des épreuves suivantes : l'Épreuve uniforme de français exigée pour l'obtention du DEC, le Test de français écrit du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou le Test de français écrit de l'UQAM. Sont exemptées de ce test les personnes détenant un grade d'une université francophone et celles ayant réussi le test de français d'une autre université québécoise.

Base DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

ou

Base Expérience

Posséder des connaissances appropriées, être âgé d'au moins 21 ans et avoir poursuivi des travaux ou exercé des fonctions requérant des connaissances poussées en analyse politique, relations internationales ou administration publique pendant au moins deux ans.

ou

Base Études universitaires

Avoir réussi cinq cours (15 crédits) de niveau universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

ou

Base Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.
(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

COURS À SUIVRE

(À moins d'indication contraire, les cours comportent 3 crédits.
Les cours entre parenthèses sont préalables.)

BACCALAURÉAT EN SCIENCE POLITIQUE (7760)

1. Les dix cours obligatoires de tronc commun suivants (30 crédits) :

POL1000	Problèmes politiques contemporains
POL1102	Démarches de recherche en science politique
POL1201	Pensée politique classique
POL1300	Fondements de l'analyse politique
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL1500	Introduction à l'administration publique
POL1600	Politique au Canada et au Québec
POL1701	Pensée politique moderne (POL1201)
POL1800	Éléments de statistiques pour les sciences humaines
POL1900	Politique et économie

Note : cours de première année de niveau 1000

2. Onze cours à choisir selon l'une des 3 concentrations suivantes (33 crédits) :

CONCENTRATION ANALYSE POLITIQUE

(11 cours, soit 33 crédits)

Les deux cours suivants (6 crédits) :

POM2001	Séminaire de synthèse en analyse politique
JUR2515	Droit constitutionnel

Neuf cours parmi les suivants (27 crédits) :

POL3085	Politique sociale
POL3262	Religion, politique et société
POL4011	Formes et mutations du gouvernement représentatif
POL4022	Femmes et développement
POL4032	Système politique de la Chine
POL4033	Système politique du Japon
POL4035	Systèmes politiques de la Russie et autres États successeurs de l'URSS
POL4043	Systèmes politiques de l'Europe occidentale
POL4045	Intégration européenne
POL4053	Dynamique et enjeux des régimes fédéraux
POL4060	Comportements et opinion publique
POL4071	Marx et ses successeurs
POL4090	Partis politiques
POL4102	Femmes et politique
POL4111	Systèmes politiques de l'Amérique latine
POL4122	Systèmes politiques de l'Europe centrale et sud-orientale
POL4132	Économie politique du développement
POL4142	Système politique des États-Unis
POL4202	Mouvements sociaux et politiques au Québec
POL4212	Idées politiques et féminisme
POL4213	Pensée politique : les idéologies autoritaires
POL4220	Pensée politique : le XX ^e siècle
POL4253	La politique et le pouvoir économique au Québec
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
POL4482	Pouvoir et politique en Afrique
POL4492	Introduction aux dynamiques politiques au Moyen-Orient
POL4600	Sondages et politique
POL4630	Épistémologie de la science politique
POL4640	La politique et les techniques de recherche informatiques
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4840	Système politique montréalais
POL4855	Théories et pratiques de la démocratie

POL5051	Débats actuels en théorie politique
POL5091	Théories de l'État
POL510X	Analyse politique
POL5220	La pensée politique au Québec
POL5455	Syndicalisme et politique
POL5465	Amérique latine : mutations continentales
POL5491	Afrique : mutations continentales et rapports mondiaux
POL5500	Analyse du discours politique
POL5780	Planification et aménagement régional
POL5820	Théorie de la planification urbaine et régionale
POL5875	Politique économique
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5911	Politique de l'environnement
POL5920	Politique de la sécurité publique au Canada
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones
POL6000	Politique de la main-d'œuvre
POL6010	Politiques scientifiques canadienne et québécoise
POL6020	Politique sociale de la vieillesse

OU

CONCENTRATION RELATIONS INTERNATIONALES (11 cours, soit 33 crédits)

Les quatre cours suivants (12 crédits) :

JUR1042	Introduction au droit des relations internationales
POL4422	Le système international contemporain (POL1400)
POL5410	Théorie des relations internationales (POL4422)
POM2002	Séminaire de synthèse en relations internationales

Sept cours parmi les suivants (21 crédits) :

POL2500	Géopolitique contemporaine
POL4022	Femmes et développement
POL4032	Système politique de la Chine
POL4033	Système politique du Japon
POL4035	Systèmes politiques de la Russie et autres États successeurs de l'URSS
POL4043	Systèmes politiques de l'Europe occidentale
POL4045	Intégration européenne
POL4111	Systèmes politiques de l'Amérique latine
POL4122	Systèmes politiques de l'Europe centrale et sud-orientale
POL4132	Économie politique du développement
POL4142	Système politique des États-Unis
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4432	Politique étrangère de la Russie et des autres États successeurs de l'URSS
POL4441	Politique étrangère des États-Unis
POL4451	Politique étrangère de l'Europe occidentale
POL4460	Forces transnationales
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
POL4482	Pouvoir et politique en Afrique
POL4492	Introduction aux dynamiques politiques au Moyen-Orient
POL4500	Politique étrangère du Japon
POL4640	La politique et les techniques de recherche informatiques
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL540X	Relations internationales
POL5441	Politique étrangère du Canada
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5455	Syndicalisme et politique
POL5465	Amérique latine : mutations continentales
POL5470	Politique paneuropéenne
POL5491	Afrique : mutations continentales et rapports mondiaux
POL5510	Problèmes militaires et stratégiques
POL5520	Politique de défense des grandes puissances
POL5815	Analyse sociopolitique des conflits armés
POL5841	Administration des organisations internationales

OU

CONCENTRATION ADMINISTRATION PUBLIQUE ET POLITIQUES PUBLIQUES (11 cours, soit 33 crédits)

Les quatre cours suivants (12 crédits) :

JUR2515	Droit constitutionnel
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4711	Théorie des organisations et administration publique
POM2003	Séminaire de synthèse en administration publique et politiques publiques

Sept cours parmi les suivants (21 crédits) :

POL3811	Vie politique municipale
POL3832	Politique, État et minorités
POL4640	La politique et les techniques de recherche informatiques

POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4762	Politique de finances publiques
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4790	Gestion des services municipaux
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL4840	Système politique montréalais
POL4860	Théorie de la décision dans le secteur public
POL570X	Administration publique et politiques publiques
POL5730	Administrations publiques comparées
POL5780	Planification et aménagement régional
POL5820	Théorie de la planification urbaine et régionale
POL5831	Administration de la politique sociale de l'État
POL5841	Administration des organisations internationales
POL5875	Politique économique
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5911	Politique de l'environnement
POL5920	Politique de la sécurité publique au Canada
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones
POL6000	Politique de la main-d'œuvre
POL6010	Politiques scientifiques canadienne et québécoise
POL6020	Politique sociale de la vieillesse

3. Quatre autres cours choisis dans l'ensemble de la banque des cours de science politique (POL et POM) (12 crédits).

Parmi ces cours peuvent figurer les suivants (3 crédits chacun) :

POL1001	Initiation à la science politique
POM3000	Activité de synthèse (POM2001; POM2002 ou POM2003)
POM3010	Stage
POM4001	Activité de synthèse II
POM4011	Stage II

4. Cinq cours hors discipline choisis selon le projet de formation de l'étudiant. Au besoin, l'étudiant pourra consulter la direction du programme (15 crédits).

Remarques particulières :

- Les personnes qui ne maîtrisent pas les ressources de base de l'informatique (traitement de texte, courriel, etc.) sont fortement incitées à suivre le cours INF1025 (Outils de bureautique et Internet).
- Les personnes qui souhaitent, dans le cadre de leur cheminement dans le programme, compléter une **concentration de premier cycle** en Études féministes (code F002), en Études québécoises (code F007), en Science, technologie et société (code F008) ou en Études ethniques (code F009) doivent en avvertir la direction de leur programme et se conformer aux modalités d'inscription de la concentration.

Voir les Règlements pédagogiques particuliers

MAJEURE EN SCIENCE POLITIQUE (6120)

1. Les dix cours obligatoires de tronc commun suivants (30 crédits) :

POL1000	Problèmes politiques contemporains
POL1102	Démarches de recherche en science politique
POL1201	Pensée politique classique
POL1300	Fondements de l'analyse politique
POL1400	Introduction aux relations internationales
POL1500	Introduction à l'administration publique
POL1600	Politique au Canada et au Québec
POL1701	Pensée politique moderne (POL1201)
POL1800	Éléments de statistiques pour les sciences humaines
POL1900	Politique et économie

Note : Cours de première année de niveau 1000.

2. Six cours d'approfondissement choisis dans l'un des profils suivants (18 crédits) :

Profil A : Pensée et théorie politiques

POL4071	Marx et ses successeurs
POL4212	Idées politiques et féminisme
POL4213	Pensée politique : les idéologies autoritaires
POL4220	Pensée politique : le XX ^e siècle
POL4630	Épistémologie de la science politique
POL4855	Théories et pratiques de la démocratie
POL5051	Débats actuels en théorie politique
POL5091	Théories de l'État
POL5220	La pensée politique au Québec
POL5500	Analyse du discours politique

Profil B : Institutions et vie politiques

POL3262	Religion, politique et société
POL3811	Vie politique municipale
POL4011	Formes et mutations du gouvernement représentatif
POL4032	Système politique de la Chine

POL4033	Système politique du Japon
POL4035	Systèmes politiques de la Russie et autres États successeurs de l'URSS
POL4043	Systèmes politiques de l'Europe occidentale
POL4045	Intégration européenne
POL4053	Dynamique et enjeux des régimes fédéraux
POL4060	Comportements et opinion publique
POL4090	Partis politiques
POL4102	Femmes et politique
POL4111	Systèmes politiques de l'Amérique latine
POL4122	Systèmes politiques de l'Europe centrale et sud-orientale
POL4142	Système politique des États-Unis
POL4202	Mouvements sociaux et politiques au Québec
POL4253	La politique et le pouvoir économique au Québec
POL4600	Sondages et politique
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4840	Système politique montréalais
POL4855	Théories et pratiques de la démocratie
POL5455	Syndicalisme et politique
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones

Profil C : Relations internationales

POL2500	Géopolitique contemporaine
POL4022	Femmes et développement
POL4132	Économie politique du développement
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4422	Le système international contemporain (POL1400)
POL4432	Politique étrangère de la Russie et des autres États successeurs de l'URSS
POL4441	Politique étrangère des États-Unis
POL4451	Politique étrangère de l'Europe occidentale
POL4460	Forces transnationales
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
POL4482	Pouvoir et politique en Afrique
POL4492	Introduction aux dynamiques politiques au Moyen-Orient
POL4500	Politique étrangère du Japon
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL5410	Théorie des relations internationales (POL4422)
POL5441	Politique étrangère du Canada
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5465	Amérique latine : mutations continentales
POL5470	Politique paneuropéenne
POL5491	Afrique : mutations continentales et rapports mondiaux
POL5510	Problèmes militaires et stratégiques
POL5520	Politique de défense des grandes puissances
POL5815	Analyse sociopolitique des conflits armés
POL5841	Administration des organisations internationales

Profil D : Gouvernance et politiques publiques

POL3085	Politique sociale
POL3832	Politique, État et minorités
POL4711	Théorie des organisations et administration publique
POL4762	Politique de finances publiques
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4790	Gestion des services municipaux
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL4860	Théorie de la décision dans le secteur public
POL5730	Administrations publiques comparées
POL5780	Planification et aménagement régional
POL5820	Théorie de la planification urbaine et régionale
POL5831	Administration de la politique sociale de l'État
POL5875	Politique économique
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5911	Politique de l'environnement
POL5920	Politique de la sécurité publique au Canada
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones
POL6000	Politique de la main-d'œuvre
POL6010	Politiques scientifiques canadienne et québécoise
POL6020	Politique sociale de la vieillesse

3. Trois autres cours choisis dans le même profil ou dans la banque des cours de science politique (9 crédits).

4. Un séminaire de synthèse (POM2001, 2002 ou 2003) choisi en fonction du cheminement de l'étudiant.

RÈGLEMENTS PÉDAGOGIQUES PARTICULIERS

- Les candidats dont la préparation aux études universitaires, évaluée sur la base du dossier (CRC faible, absence d'études collégiales, ...), sera jugée lacunaire devront réussir le cours POL1001 (Initiation à la science politique) dès leur premier trimestre à l'université.
- Les cours POL1000 (Problèmes politiques contemporains) et POL1102 (Démarches de recherche en science politique) doivent être suivis dès le premier trimestre au programme.
- Le cours POL1600 (Politique au Canada et au Québec) pourra faire l'objet d'une substitution pour les étudiants qui ont réussi un cours équivalent au cégep avec un résultat d'au moins 80%. Ces étudiants seront tenus de suivre un autre cours POL touchant à la politique canadienne et/ou québécoise.
- Le cours POL1800 (Éléments de statistiques pour les sciences humaines) pourra faire l'objet d'une substitution pour les étudiants qui ont réussi un cours équivalent au cégep avec un résultat d'au moins 80%. Ces étudiants seront tenus de suivre un autre cours POL de niveau 3000, 4000 ou 5000.
- Avant de s'engager dans les cours de spécialisation dont le niveau de difficulté est plus élevé (cours siglés 2000 et plus), il faut avoir complété ou être en voie de compléter au moins huit cours du tronc commun de niveau 1000.

Mineure en science politique (8912)

GRADE

Cette mineure peut être cumulée à un programme de majeure pour l'obtention d'un grade de bachelier.

SCOLARITÉ

La mineure comporte trente crédits.

OBJECTIFS

La mineure en science politique vise à donner une formation de base solide, susceptible de favoriser la compréhension, l'analyse et, éventuellement, la conduite de l'action politique. Par une introduction aux grands textes classiques de l'histoire de la pensée politique, aux principaux concepts et approches en relations internationales, ainsi qu'aux institutions politiques et politico-administratives du Québec et du Canada, elle assure à tous et à toutes une base commune et diversifiée.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le programme n'est pas contingenté.
L'admission se fait aux trimestres d'automne et d'hiver.

Connaissance du français

Tous les candidats doivent avoir une connaissance satisfaisante du français écrit et parlé. La politique de la langue française de l'Université définit les exigences à respecter à ce sujet.

Base DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

ou

Base Expérience

Posséder des connaissances appropriées, être âgé d'au moins 21 ans et avoir poursuivi des travaux ou exercé des fonctions requérant des connaissances poussées en analyse politique, relations internationales ou administration publique pendant au moins deux ans.

ou

Base Études universitaires

Avoir réussi cinq cours (15 crédits) de niveau universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

ou

Base Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.
(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

COURS À SUIVRE

(À moins d'indication contraire, les cours comportent 3 crédits.
Les cours entre parenthèses sont préalables.)

1. Les quatre cours obligatoires suivants (12 crédits)

POL1201	Pensée politique classique
POL1400	Introduction aux relations internationales

POL1500	Introduction à l'administration publique
POL1600	Politique au Canada et au Québec

2. Trois cours d'approfondissement choisis dans l'un des profils suivants (9 crédits)

Profil A : Pensée et théorie politiques

POL1000	Problèmes politiques contemporains
POL1300	Fondements de l'analyse politique
POL1701	Pensée politique moderne (POL1201)
POL4071	Marx et ses successeurs
POL4212	Idées politiques et féminisme
POL4213	Pensée politique : les idéologies autoritaires
POL4220	Pensée politique : le XX ^e siècle
POL4630	Épistémologie de la science politique
POL4855	Théories et pratiques de la démocratie
POL5051	Débats actuels en théorie politique
POL5091	Théories de l'État
POL5220	La pensée politique au Québec
POL5500	Analyse du discours politique

Profil B : Institutions et vie politiques

POL1900	Politique et économie
POL3262	Religion, politique et société
POL3811	Vie politique municipale
POL4011	Formes et mutations du gouvernement représentatif
POL4032	Système politique de la Chine
POL4033	Système politique du Japon
POL4035	Systèmes politiques de la Russie et autres États successeurs de l'URSS
POL4043	Systèmes politiques de l'Europe occidentale
POL4045	Intégration européenne
POL4053	Dynamique et enjeux des régimes fédéraux
POL4060	Comportements et opinion publique
POL4090	Partis politiques
POL4102	Femmes et politique
POL4111	Systèmes politiques de l'Amérique latine
POL4122	Systèmes politiques de l'Europe centrale et sud-orientale
POL4142	Système politique des États-Unis
POL4202	Mouvements sociaux et politiques au Québec
POL4253	La politique et le pouvoir économique au Québec
POL4600	Sondages et politique
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4840	Système politique montréalais
POL4855	Théories et pratiques de la démocratie
POL5455	Syndicalisme et politique
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones

Profil C : Relations internationales

POL2500	Géopolitique contemporaine
POL4022	Femmes et développement
POL4132	Économie politique du développement
POL4411	Organisations internationales : l'ONU et ses institutions spécialisées
POL4422	Le système international contemporain (POL1400)
POL4432	Politique étrangère de la Russie et des autres États successeurs de l'URSS
POL4441	Politique étrangère des États-Unis
POL4451	Politique étrangère de l'Europe occidentale
POL4460	Forces transnationales
POL4470	Introduction à l'économie politique des relations internationales
POL4482	Pouvoir et politique en Afrique
POL4492	Introduction aux dynamiques politiques au Moyen-Orient
POL4500	Politique étrangère du Japon
POL4721	Analyse de la politique de défense canadienne
POL5410	Théorie des relations internationales (POL4422)
POL5441	Politique étrangère du Canada
POL5450	Institutions internationales régionales
POL5465	Amérique latine : mutations continentales
POL5470	Politique paneuropéenne
POL5491	Afrique : mutations continentales et rapports mondiaux
POL5510	Problèmes militaires et stratégiques
POL5520	Politique de défense des grandes puissances
POL5815	Analyse sociopolitique des conflits armés
POL5841	Administration des organisations internationales

Profil D : Gouvernance et politiques publiques

POL3085	Politique sociale
POL3832	Politique, État et minorités
POL4711	Théorie des organisations et administration publique
POL4762	Politique de finances publiques
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public

POL4790	Gestion des services municipaux
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL4860	Théorie de la décision dans le secteur public
POL5730	Administrations publiques comparées
POL5780	Planification et aménagement régional
POL5820	Théorie de la planification urbaine et régionale
POL5831	Administration de la politique sociale de l'État
POL5875	Politique économique
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5911	Politique de l'environnement
POL5920	Politique de la sécurité publique au Canada
POL5930	L'État canadien et les peuples autochtones
POL6000	Politique de la main-d'œuvre
POL6010	Politiques scientifiques canadienne et québécoise
POL6020	Politique sociale de la vieillesse

3. Trois autres cours choisis dans le même profil ou dans la banque des cours de science politique (9 crédits).

RÈGLEMENTS PÉDAGOGIQUES PARTICULIERS

- Les candidats dont la préparation aux études universitaires, évaluée sur la base du dossier (CRC faible, absence d'études collégiales, ...), sera jugée lacunaire devront réussir le cours POL1001 (Initiation à la science politique) dès leur premier trimestre à l'université.
- Le cours POL1600 (Politique au Canada et au Québec) pourra faire l'objet d'une substitution pour les étudiants qui ont réussi un cours équivalent au cégep avec un résultat d'au moins 80%. Ces étudiants seront tenus de suivre un autre cours POL touchant à la politique canadienne et/ou québécoise.
- Avant de s'engager dans les cours de spécialisation dont le niveau de difficulté est plus élevé (cours siglés 2000 et plus), il faut avoir complété ou être en voie de compléter les quatre cours obligatoires du programme.

Certificat en administration des services publics (4205)

SCOLARITÉ

Ce programme comporte trente crédits.

OBJECTIFS

Ce programme veut répondre à des besoins de formation et de perfectionnement des personnes occupant ou appelées à occuper divers postes dans les services publics. Il vise à fournir à ces personnes une meilleure compréhension des rôles des services publics dans la société; à donner une compréhension détaillée des processus et des mécanismes de prise de décision dans le secteur public; à permettre l'acquisition de méthodes de gestion spécifiques aux milieux de la fonction publique.

Note : Ce certificat, dans le cadre d'un cumul de certificats, peut conduire au grade de bachelier ès ARTS.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le programme n'est pas contingenté.

Connaissance du français

Tous les candidats doivent avoir une connaissance satisfaisante du français écrit et parlé. La politique de la langue française de l'Université définit les exigences à respecter à ce sujet.

Base DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

ou

Base Expérience

Posséder des connaissances appropriées, être âgé d'au moins 21 ans et avoir une expérience de travail attestée d'une durée d'un an à temps complet ou l'équivalent, dans un organisme du secteur public ou du secteur parapublic ou encore dans un organisme à but non lucratif subventionné grâce aux fonds publics ou mandaté par les pouvoirs publics.

ou

Base Études universitaires

Avoir réussi cinq cours (15 crédits) de niveau universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

ou

Base Études hors Québec

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.

(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

COURS À SUIVRE

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits.)

Les quatre cours obligatoires suivants (12 crédits) :

POL1500	Introduction à l'administration publique
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4762	Politique de finances publiques
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public

Six cours choisis parmi les suivants dont au moins deux cours siglés POL et deux cours siglés autre que POL (18 crédits) :

ECO1055	Éléments d'économie contemporaine
ECO1061	Économie du Québec
ECO2400	Analyse macroéconomique
INF1025	Outils de bureautique et Internet
JUR1041	Introduction au droit de l'administration publique
MET2100	Gestion des organisations : complexité, diversité et éthique
POL1600	Politique au Canada et au Québec
POL3085	Politique sociale
POL4711	Théorie des organisations et administration publique
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL4860	Théorie de la décision dans le secteur public
POL5891	Analyse de la politique de l'éducation
POL5905	Analyse des politiques publiques
POL5911	Politique de l'environnement
POL6020	Politique sociale de la vieillesse
SOC6412	Société québécoise contemporaine

ou tout autre cours choisi avec l'accord de la direction du programme.

Certificat en droit social et du travail (4290)

SCOLARITÉ

Ce programme comporte trente crédits.

OBJECTIFS

L'objectif général du programme est de permettre aux personnes qui possèdent déjà une expérience pratique du marché du travail, associée à une expérience d'implications dans le sens du respect et de la promotion des droits sociaux, de se familiariser avec les règles juridiques propres au domaine du droit social et du travail.

Ce programme est également offert à une clientèle détenant un DEC dans des programmes de technique ciblés dont le profil s'oriente dans l'axe du droit social et du travail.

Les connaissances et la formation ainsi acquises devraient assurer une meilleure compréhension et une meilleure analyse des réalités et des situations mettant en cause des concepts et des notions de droit et ainsi aider les intervenants à choisir les solutions et les moyens les plus appropriés au traitement des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Note : Ce certificat, dans le cadre d'un cumul de certificats, peut conduire au grade de bachelier ès ARTS.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le programme est contingenté.

Capacité d'accueil : Automne : 150; Hiver : 0.

Les places sont réparties au prorata, entre les trois bases d'admission, selon les demandes reçues des candidats admissibles.

Connaissance du français

Tous les candidats doivent avoir une connaissance satisfaisante du français écrit et parlé. La politique de la langue française de l'Université définit les exigences à respecter à ce sujet.

Base DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

Sélection : 100 %

Cote de rendement.

ou**Base Expérience**

Posséder des connaissances appropriées, être âgé d'au moins 21 ans et posséder une expérience attestée du marché du travail d'une durée de trois ans ou l'équivalent et avoir démontré un engagement pour le respect et la promotion des droits sociaux.

Sélection : 100 %

- Test de scolarités : 25 %
- Questionnaire (motivation) : 75 %

ou**Base Études universitaires**

Avoir réussi cinq cours (15 crédits) de niveau universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

Sélection : 100 %

- Dossier scolaire (moyenne cumulative) : 25 %
- Questionnaire (motivation) : 75 %

ou**Base Études hors Québec**

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.
(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Sélection : 100 %

Dossier scolaire

COURS À SUIVRE

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits; les cours entre parenthèses sont préalables.)

Le cours suivant (3 crédits) :

JUR2506 Introduction au droit social et du travail et à son étude

Huit cours choisis parmi les suivants (24 crédits) :

JUR2525	Droit social
JUR3505	Droit des rapports collectifs de travail
JUR6516	Régimes d'indemnisation du chômage et de dernier recours
JUR6545	Droit du logement
JUR6555	Droit de la consommation
JUR6560	Droit de la santé
JUR6575	Arbitrage de griefs
JUR6580	Droit des rapports individuels de travail
JUR6591	Travail autonome et droit
JUR6592	Droit de la sécurité de la vieillesse et de la retraite
JUR6615	Droit de la santé et de la sécurité du travail
JUR6620	Régimes étatiques d'indemnisation
JUR6624	Les recours en droit social et du travail (Avoir réussi trois cours siglés «JUR».)
JUR6625	Droit social et du travail comparé et international
JUR6635	Droit international des droits économiques et sociaux de la personne

Un cours complémentaire choisi parmi les suivants (3 crédits) :

ECO1061	Économie du Québec
MET2100	Gestion des organisations : complexité, diversité et éthique
ORH1600	Introduction à la gestion des ressources humaines
ORH1640	Fondements en évaluation des postes et en rémunération directe (ORH1600)
POL1500	Introduction à l'administration publique
SCO1200	Introduction aux sciences comptables
SOC1400	Dynamique des problèmes sociaux contemporains
SOC3350	Sociologie du travail
SOC4075	Sociologie de l'entreprise
TRS1030	L'exercice du travail social en milieu institutionnel et communautaire

ou tout autre cours complémentaire choisi avec l'accord de la direction du programme.

Certificat en gestion des services municipaux (4181)

SCOLARITÉ

Ce programme comporte trente crédits.

OBJECTIFS

Ce certificat veut répondre aux besoins de formation et de perfectionnement des personnes occupant ou appelées à occuper divers postes dans les services administratifs municipaux. Il vise à permettre à ces personnes de mieux comprendre la structure et la dynamique des services municipaux; à fournir une compréhension détaillée des processus et des mécanismes de prise de décision dans le secteur public; à permettre l'acquisition de techniques de gestion spécifiques aux milieux publics et municipaux.

Note : Ce certificat, dans le cadre d'un cumul de certificats, peut conduire au grade de bachelier ès ARTS.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le programme n'est pas contingenté.

Connaissance du français

Tous les candidats doivent avoir une connaissance satisfaisante du français écrit et parlé. La politique de la langue française de l'Université définit les exigences à respecter à ce sujet.

Base DEC

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

ou**Base Expérience**

Posséder des connaissances appropriées, être âgé d'au moins 21 ans et avoir une expérience de travail attestée, d'une durée d'un an à temps complet ou l'équivalent, dans un organisme du secteur public ou du secteur parapublic ou encore dans un organisme à but non lucratif subventionné grâce aux fonds publics ou mandaté par les pouvoirs publics.

ou**Base Études universitaires**

Avoir réussi cinq cours (15 crédits) de niveau universitaire au moment du dépôt de la demande d'admission.

ou**Base Études hors Québec**

Être titulaire d'un diplôme approprié obtenu à l'extérieur du Québec après au moins treize années (1) de scolarité ou l'équivalent.
(1) À moins d'ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

COURS À SUIVRE

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits.)

1. Les quatre cours obligatoires suivants (12 crédits) :

POL1500	Introduction à l'administration publique
POL3811	Vie politique municipale
POL4750	Système politique municipal au Québec
POL4790	Gestion des services municipaux

2. Six cours choisis parmi les suivants (18 crédits) :

dont au moins deux cours siglés POL et deux cours siglés autre que POL.	
EUT1011	Enjeux du développement urbain
EUT1040	Cadre législatif en urbanisme
INF1025	Outils de bureautique et Internet
JUR1033	Législations du travail
JUR1041	Introduction au droit de l'administration publique
MET2100	Gestion des organisations : complexité, diversité et éthique
ORH1163	Comportement organisationnel
POL4701	Organismes décisionnels et centraux du gouvernement
POL4762	Politique de finances publiques
POL4780	Principes et techniques de gestion dans le secteur public
POL4801	Gestion des ressources humaines dans le secteur public
POL4812	Évaluation des politiques et des programmes
POL4840	Système politique montréalais
POL5780	Planification et aménagement régional
POL5820	Théorie de la planification urbaine et régionale
POL5911	Politique de l'environnement
SCO1200	Introduction aux sciences comptables

ou tout autre cours choisi avec l'accord de la direction du programme.